

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29350]

11 AVRIL 2014. — Décret portant diverses dispositions en matière de statut des membres du personnel de l'enseignement (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Création de la Commission interréseaux des statuts*CHAPITRE I^{er}. — *De la Commission*

Article 1^{er}. Il est créé une Commission permanente et interréseaux des statuts, ci-après dénommée Commission.

CHAPITRE II. — *Des missions*

Art. 2. La Commission a pour mission de favoriser et de dégager des champs de rapprochements entre les différents statuts de l'enseignement obligatoire, de l'enseignement secondaire de promotion sociale et de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Elle est en charge plus particulièrement de :

1° prioritairement, s'entendre sur la définition d'un certain nombre de concepts existants en matière statutaire et qui ne revêtent pas nécessairement la même réalité dans les différents statuts;

2° solutionner les divergences d'interprétation dans l'application des statuts;

3° faire, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, des propositions de rapprochement entre les différents statuts afin de favoriser la mobilité des enseignants tout en veillant à la stabilité des équipes pédagogiques.

CHAPITRE III. — *Composition et organisation*

Art. 3. La présidence de la Commission est assurée par l'Administrateur général de l'Administration générale des Personnels de l'Enseignement ou son délégué.

Art. 4. § 1^{er}. La Commission est composée de 20 membres :

1° le Directeur général des personnels de l'enseignement de la Communauté française et un délégué qu'il s'adjoit;

2° le Directeur général des personnels de l'enseignement subventionné par la Communauté française et un délégué qu'il s'adjoit;

3° le Directeur général adjoint du Service général de Coordination, de Conception et des relations sociales et un délégué qu'il s'adjoit;

4° le Directeur général adjoint du Service général des Statuts et de la Carrière des Personnels de l'Enseignement organisé par la Communauté française et un délégué qu'il s'adjoit;

5° le Directeur général adjoint du Service général des statuts, de coordination de l'application des réglementations et du contentieux des personnels de l'Enseignement subventionné par la Communauté française et un délégué qu'il s'adjoit;

6° un membre représentant l'enseignement libre subventionné confessionnel;

7° un membre représentant l'enseignement libre non confessionnel;

8° un membre représentant l'enseignement organisé par la Communauté française;

9° un membre représentant l'enseignement officiel subventionné pour l'enseignement fondamental, l'enseignement spécialisé et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;

10° un membre représentant l'enseignement officiel subventionné pour l'enseignement secondaire et l'enseignement de promotion sociale;

11° cinq membres représentant les cinq groupes d'organisations syndicales représentatives à concurrence d'un nombre égal de mandats.

Les membres visés à l'alinéa précédent peuvent être accompagnés d'experts en fonction des points soumis à l'ordre du jour.

§ 2. La vice-présidence de la Commission est assurée alternativement pour une période de deux ans par les composantes visées aux points 1° et 2° du § 1^{er}. Le vice-président assure la présidence de la Commission en cas d'empêchement du Président.

Art. 5. La Commission dispose d'un secrétariat dont la composition est fixée par le Gouvernement. Celui-ci est établi au sein de l'administration et placé sous l'autorité du président de la Commission.

Art. 6. Pour permettre aux fractions visées aux points 6° à 11° d'adapter leur délégation à l'ordre du jour, le Gouvernement désigne pour chacune de ces fractions un nombre maximal de personnes égal au triple des membres prévus pour cette délégation. Pour permettre la désignation de ces membres, chacun des organes concernés soumet au Gouvernement une liste comportant au maximum trois fois plus de candidats que de membres prévus.

Les membres sont désignés pour un terme de quatre ans renouvelable.

Art. 7. Lors de sa première réunion, la Commission arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

La Commission, selon des modalités reprises au règlement d'ordre intérieur, peut constituer des groupes de travail et faire appel à des experts.

La Commission sera tenue d'organiser un minimum de 5 réunions par année scolaire.

Art. 8. § 1^{er}. La Commission décide sur la base du consensus.

Le président de la Commission ne prend pas part à la décision.

§ 2. Aucun avis ni proposition ne peuvent être validés sans la constatation de la présence effective de la majorité des organisations syndicales représentatives et de la majorité des membres visés à l'article 4, § 1^{er}, 6° à 10°.

Le président acte la présence de ce quorum en début de séance de la Commission.

A défaut de quorum, le Président convoque une nouvelle réunion dans un délai de 15 jours. Lors de cette réunion, la Commission décide valablement même si le quorum prévu à l'alinéa 1^{er} n'est pas atteint.

TITRE II. — Modifications de certaines dispositions en matière d'enseignement suite à la réforme fédérale des pensions

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 9. Dans l'article 163 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements modifié en dernier lieu par le décret du 10 février 2011 portant des dispositions diverses en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale, les mots « il atteint l'âge de soixante ans s'il compte 30 années de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension » sont remplacés par les mots « il remplit les conditions requises pour l'ouverture du droit à la pension de retraite ».

Art. 10. Dans l'article 165, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « il atteint l'âge de soixante ans s'il compte 30 années de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension » sont remplacés par les mots « il remplit les conditions requises pour l'ouverture du droit à la pension de retraite ».

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française.*

Art. 11. Dans l'article 44 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, les mots « il atteint l'âge de soixante ans s'il compte 30 années de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension » sont remplacés par les mots « il remplit les conditions requises pour l'ouverture du droit à la pension de retraite ».

Art. 12. Dans l'article 46 du même arrêté, les mots « il atteint l'âge de soixante ans s'il compte 30 années de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension » sont remplacés par les mots « il remplit les conditions requises pour l'ouverture du droit à la pension de retraite ».

CHAPITRE III. — Modification du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Art. 13. Dans l'article 23 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les mots « il atteint l'âge de soixante ans s'il compte trente années de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension » sont remplacés par les mots « il remplit les conditions requises pour l'ouverture du droit à la pension de retraite ».

Art. 14. Dans l'article 25, alinéa 1^{er} du même décret, tel que modifié par le décret du 9 mai 2008, les mots « il atteint l'âge de soixante ans s'il compte trente années de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension » sont remplacés par les mots « il remplit les conditions requises pour l'ouverture du droit à la pension de retraite ».

CHAPITRE IV. — *Modification du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)*

Art. 15. Dans l'article 15 5 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), les mots « il atteint l'âge de soixante ans s'il compte trente années de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension » sont remplacés par les mots « il remplit les conditions requises pour l'ouverture du droit à la pension de retraite ».

Art. 16. Dans l'article 157, alinéa 1^{er} du même décret, tel que modifié par le décret du 9 mai 2008, les mots « il atteint l'âge de soixante ans s'il compte trente années de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension » sont remplacés par les mots « il remplit les conditions requises pour l'ouverture du droit à la pension de retraite ».

CHAPITRE V. — Modification du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion

Art. 17. Dans l'article 75 du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, les mots « il atteint l'âge de 60 ans s'il compte trente années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension » sont remplacés par les mots « il remplit les conditions requises pour l'ouverture du droit à la pension de retraite ».

TITRE III. — Dispositions instaurant la possibilité d'émettre un rapport d'évaluation à l'égard d'un membre du personnel exerçant une fonction de promotion ou de sélection à titre temporaire

Art. 18. Dans la section 1^{re} du chapitre VII de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, sont insérés les articles 75*bis* et 75*ter* rédigés comme suit :

« Art 75*bis*. Tout membre du personnel exerçant une fonction de sélection, pour une désignation à durée déterminée ou indéterminée, est réputé s'être acquitté de sa tâche de manière satisfaisante aussi longtemps qu'un rapport défavorable n'est pas rédigé à son sujet par le chef d'établissement.

Le cas échéant, ce rapport défavorable est établi au plus tard à l'issue de chaque période d'activité.

Il doit être soumis au visa du membre du personnel qu'il concerne et joint à son dossier personnel.

Art. 75*ter*. Le rapport sur la manière de servir du membre du personnel exerçant une fonction de sélection, pour une désignation à durée déterminée ou indéterminée, est établi selon le modèle arrêté par le Gouvernement. »

Art. 19. L'article 83 du même arrêté est complété par un 8^o rédigé comme suit :

« 8^o ne pas avoir fait l'objet, dans la fonction considérée, pendant les deux dernières années scolaires, d'un rapport défavorable tel que visé à l'article 75*ter* ».

Art. 20. Dans la section 1^{re} du chapitre VIII du même arrêté sont insérés les articles 91*decies*, 91*undecies* et 91*duodecies* rédigés comme suit :

« Article 91*decies*. Tout membre du personnel exerçant, pour une désignation à durée déterminée ou indéterminée, une fonction de promotion autre que celles de directeur ou d'administrateur d'internat autonome est réputé s'être acquitté de sa tâche de manière satisfaisante aussi longtemps qu'un rapport défavorable n'est pas rédigé à son sujet par le chef d'établissement.

Le cas échéant, ce rapport défavorable est établi au plus tard à l'issue de chaque période d'activité.

Il doit être soumis au visa du membre du personnel qu'il concerne et joint à son dossier personnel.

Article 91*undecies*. Tout membre du personnel exerçant :

1^o soit la fonction d'administrateur d'internat autonome pour une désignation à durée déterminée ou indéterminée;

2^o soit la fonction de directeur à titre de désignation pour une durée inférieure à un an;

est réputé s'être acquitté de sa tâche de manière satisfaisante aussi longtemps qu'un rapport défavorable n'est pas rédigé à son sujet par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le cas échéant, ce rapport défavorable est établi au plus tard à l'issue de chaque période d'activité.

Il doit être soumis au visa du membre du personnel qu'il concerne et joint à son dossier personnel.

Article 91*duodecies*. Le rapport sur la manière de servir du membre du personnel visé à l'article 91*undecies*, 1^o et 2^o est établi selon les modèles arrêtés par le Gouvernement. ».

Art. 21. L'article 97 du même arrêté est complété par un 9^o complété comme suit :

« 9^o ne pas avoir fait l'objet, dans la fonction considérée, pendant les deux dernières années scolaires, d'un rapport défavorable tel que visé à l'article 91*duodecies* ».

Art. 22. L'article 8 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est complété par un 7^o rédigé comme suit :

« 7^o ne pas avoir fait l'objet, dans la fonction considérée, pendant les deux dernières années scolaires, d'un rapport défavorable tel que visé à l'article 91*duodecies* de l'arrêté royal du 22 mars 1969 ».

TITRE IV. — Dispositions élargissant les mesures visant à protéger les victimes d'actes de violences aux personnes victimes d'un harcèlement moral ou sexuel avéré par une décision de justice ou sur base d'un rapport du SEPPT si une action en justice a également été introduite, et ce par un examen en priorité de ces situations lors des opérations statutaires

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 23. A l'intitulé du chapitre III*bis* de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les mots « ou de harcèlement » sont ajoutés.

Art. 24. L'article 51*bis* du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 51*bis*. § 1^{er}. Pour l'application du chapitre III*bis*, il faut entendre par :

1^o « acte de violence » : toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un membre du personnel ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ou en relation directe avec celui-ci, soit par tout autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service;

2^o « harcèlement » : le harcèlement moral ou sexuel au sens de l'article 32*ter*, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

3° « membre du personnel victime d'un acte de violence » : le membre du personnel définitif, temporaire prioritaire ou temporaire reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini au 1° par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail;

4° « membre du personnel victime de harcèlement » : le membre du personnel définitif ou temporaire victime de harcèlement tel que défini au 2°.

§ 2 Dans les cas visés au § 1^{er}, 1°, la priorité n'est accordée au membre du personnel que pour autant qu'il ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

Dans les cas visés au § 1^{er}, 2°, la priorité n'est accordée au membre du personnel que pour autant que le harcèlement ait été reconnu par une décision de justice ou par un rapport du service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

§ 3 Lorsque l'acte de violence ou le harcèlement a été commis à l'extérieur de l'établissement, la demande de priorité ne sera prise en considération que pour autant que l'auteur de l'acte de violence ou du harcèlement ait pu être identifié. Toutefois, si l'auteur de l'acte de violence ou du harcèlement ne peut être identifié, la demande sera prise en considération pour autant que la victime prouve que l'acte de violence ou le harcèlement est en relation directe avec son service. ».

Art. 25. Dans les articles 51^{ter}, 51^{quater}, 51^{quinquies}, 51^{sexies}, 51^{septies} et 51^{octies} du même arrêté, les mots « victime d'un acte de violence » sont chaque fois remplacés par les mots « victime d'un acte de violence ou de harcèlement ».

Art. 26. Au paragraphe 2, l'article 51^{ter} du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « pour la situation de violence ou de la reconnaissance du harcèlement pour la situation de harcèlement » sont insérés entre les mots « survenance des faits » et les mots « auprès de la Direction générale »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Dans le cas où le membre du personnel a été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif, il introduit la demande visée à l'alinéa 1^{er} dans un délai d'un mois à partir de la reprise de l'exercice de ses fonctions, sauf dans les cas où le MEDEX remet un avis défavorable quant à la reprise de fonction dans l'établissement concerné. »;

3° l'alinéa 5 du paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« En cas d'acte de violence, une copie de la plainte visée à l'article 51^{bis}, § 2 y est annexée, ainsi qu'une copie de la reconnaissance de l'accident de travail par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail ou, en cas de harcèlement, y est annexée, une copie de la décision de justice ou du rapport du service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail attestant du harcèlement moral ou sexuel. ».

Art. 27. Dans les articles 51^{quater}, 51^{quinquies}, 51^{sexies} du même arrêté, les mots « victime de cet acte » sont chaque fois remplacés par les mots « victime de cet acte de violence ou de ce harcèlement ».

Art. 28. Dans les articles 51^{quater}, 51^{quinquies}, 51^{sexies} du même arrêté, les mots « consécutive à cet acte » sont chaque fois remplacés par les mots « consécutive à cet acte de violence ou à ce harcèlement ».

Art. 29. Aux articles 51^{septies} et 51^{octies} du même arrêté, les mots « de l'acte de violence » sont chaque fois remplacés par les mots « de l'acte de violence ou du harcèlement ».

Art. 30. A l'article 51^{nonies} du même arrêté, les mots « à l'article 51^{bis}, alinéa 2, du présent arrêté » sont remplacés par les mots « à l'article 51^{bis}, § 1^{er}, 3°, du présent arrêté ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de l'Etat*

Art. 31. A l'intitulé du chapitre VIII^{ter} de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de l'Etat, les mots « ou de harcèlement » sont ajoutés.

Art. 32. L'article 37^{quater} du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 37^{quater}. § 1^{er} Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

1° "acte de violence", toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un membre du personnel ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ou en relation directe avec celui-ci, soit par tout autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service;

2° « harcèlement » : le harcèlement moral ou sexuel au sens de l'article 32^{ter}, alinéa 1^{er}, 2° et 3° de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

3° "membre du personnel victime d'un acte de violence" : le membre du personnel définitif, admis au stage ou temporaire reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini au § 1^{er}, 1°, par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail;

4° « membre du personnel victime de harcèlement » : le membre du personnel définitif ou temporaire victime de harcèlement tel que défini au § 1^{er}, 2°.

§ 2. Dans les cas visés au § 1^{er}, 1°, les articles 37^{sexies} à 37^{decies} ne s'appliquent au membre du personnel que pour autant qu'il ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

Dans les cas visés au § 1^{er}, 2^o, les articles 37sexies à 37decies ne s'appliquent au membre du personnel que pour autant que le harcèlement ait été reconnu par une décision de justice ou par un rapport du service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

§ 3. Lorsque l'acte de violence ou le harcèlement a été commis à l'extérieur de l'établissement, la demande de priorité ne sera prise en considération que pour autant que l'auteur de l'acte de violence ou du harcèlement ait pu être identifié. Toutefois, si l'auteur de l'acte de violence ou du harcèlement ne peut être identifié, la demande sera prise en considération pour autant que la victime prouve que l'acte de violence ou le harcèlement est en relation directe avec son service. ».

Art. 33. Dans les articles 37quinquies, 37sexies, 37septies, 37octies et 37decies du même arrêté, les mots « victime d'un acte de violence » sont chaque fois remplacés par les mots « victime d'un acte de violence ou de harcèlement ».

Art. 34. A l'article 37quinquies, § 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « survenance des faits » sont remplacés par les mots « survenance des faits pour la situation de violence ou de la reconnaissance du harcèlement pour la situation de harcèlement »;

2^o l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Dans le cas où le membre du personnel a été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif, il introduit la demande visée à l'alinéa 1^{er} dans un délai d'un mois à partir de la reprise de l'exercice de ses fonctions sauf dans les cas où le MEDEX remet un avis défavorable quant à la reprise de fonction dans l'établissement concerné. »;

3^o à l'alinéa 6, les mots « En cas d'acte de violence, » sont introduit avant les mots « une copie de la plainte »

4^o un alinéa 7 rédigé comme suit est introduit :

« En cas de harcèlement, est annexée à la demande, une copie de la décision de justice ou du rapport du service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail attestant du harcèlement moral ou sexuel. ».

Art. 35. Dans les articles 37sexies à 37octies du même arrêté, les mots « consécutive à cet acte » sont chaque fois remplacés par les mots « consécutive à cet acte de violence ou à ce harcèlement ».

Art. 36. Dans les articles 37sexies à 37octies du même arrêté, les mots « victime de cet acte » sont chaque fois remplacés par les mots « victime de cet acte de violence ou de ce harcèlement ».

Art. 37. A l'article 37undecies du même arrêté, les mots « à l'article 37quater, alinéa 2 » sont remplacé par les mots « à l'article 37quater, § 1^{er}, 3^o, du présent arrêté ».

**CHAPITRE III. — Dispositions modifiant le décret du 1^{er} février 1993
fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné**

Art. 38. A l'article 27ter du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les mots « au paragraphe 2 de l'article 34quinquies » sont remplacé par les mots « au 1^o paragraphe 2 de l'article 34quinquies ».

Art. 39. A l'article 34quinquies du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1^o « acte de violence » : toute atteinte physique et/ou psychologique commis avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un membre du personnel ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ou en relation directe avec celui-ci, soit par tout autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service;

2^o « harcèlement » : le harcèlement moral ou sexuel au sens de l'article 32ter, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Dans les cas visés au 1^o, la priorité n'est accordée au membre du personnel que pour autant qu'il ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

Dans les cas visés au 2^o, la priorité n'est accordée au membre du personnel que pour autant que le harcèlement ait été reconnu par une décision de justice ou par un rapport du service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

Lorsque l'acte de violence ou le harcèlement a été commis à l'extérieur de l'établissement, la demande de priorité n'est prise en compte que pour autant que l'auteur de l'acte de violence ou du harcèlement ait pu être identifié. Toutefois, si l'auteur de l'acte de violence ou du harcèlement ne peut être identifié, la demande sera prise en considération pour autant que la victime prouve que l'acte de violence ou le harcèlement est en relation directe avec son service. »;

2^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. On entend par :

1^o « membre du personnel victime d'un acte de violence », le membre du personnel définitif ou temporaire reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini au § 1^{er}, 1^o, par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail;

2^o « membre du personnel victime de harcèlement », le membre du personnel définitif ou temporaire victime du harcèlement tel que défini au § 1^{er}, 2^o. »;

3^o au paragraphe 3, les mots « victime d'un acte de violence ou de harcèlement » sont insérés entre les mots « membre du personnel » et les mots « répondant aux conditions ».

4° au paragraphe 4 :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « pour la situation de violence ou de la reconnaissance du harcèlement pour la situation de harcèlement » sont insérés entre les mots « survenance des faits » et les mots « auprès de la direction »;

b) l'alinéa 2, les mots « , sauf dans les cas où le MEDEX remet un avis défavorable quant à la reprise de fonction dans l'établissement concerné » sont insérés entre les mots « selon le cas » et les mots « Dans le même délai »;

c) à l'alinéa 3, les mots « En cas d'acte de violence » sont introduit avant les mots « Une copie de la plainte ».

Un nouvel alinéa 4 rédigé comme suit est introduit :

« En cas de harcèlement, est annexée à la demande, une copie de la décision de justice ou du rapport du service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail attestant du harcèlement moral ou sexuel. »;

5° au paragraphe 6, l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

« L'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il était dans les conditions pour bénéficier de la priorité prévue au présent paragraphe, le membre du personnel ne peut être à nouveau engagé à titre temporaire dans l'établissement où il a été victime de l'acte de violence ou du harcèlement, sauf s'il en fait la demande et à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence ou de harcèlement par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail. »;

6° au paragraphe 8, les mots « ou au harcèlement » sont insérés entre les mots « consécutive à l'acte de violence » et les mots « , celui-ci est réputé ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant le décret du 6 juin 1994
fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné*

Art. 40. A l'intitulé de la section 5 du chapitre III du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, les mots « ou de harcèlement » sont ajoutés.

Art. 41. Les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 36bis du même décret sont remplacés par ce qui suit :

« § 1^{er}. Pour l'application de la section 5, il faut entendre par :

1° « acte de violence » : toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un membre du personnel ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ou en relation directe avec celui-ci, soit par tout autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement, pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service;

2° « harcèlement » : le harcèlement moral ou sexuel au sens de l'article 32ter, alinéa 1^{er}, 2° et 3° de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

3° « membre du personnel victime d'un acte de violence » : le membre du personnel définitif ou temporaire reconnu par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini au 1°;

4° « membre du personnel victime de harcèlement » : le membre du personnel définitif ou temporaire victime de harcèlement tel que défini au 2°.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, la priorité visée au paragraphe 2 n'est accordée au membre du personnel que pour autant qu'il ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, la priorité visée au paragraphe 2 n'est accordée au membre du personnel que pour autant que le harcèlement ait été reconnu par une décision de justice ou par un rapport du service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

Lorsque l'acte de violence ou le harcèlement a été commis à l'extérieur de l'établissement, la demande de priorité n'est prise en compte que pour autant que l'auteur de l'acte de violence ou du harcèlement ait pu être identifié ou, à défaut, que le lien entre l'acte de violence et l'activité d'enseignement ait pu être établi.

§ 2. Les membres du personnel visés au paragraphe 1^{er} bénéficient d'une priorité définie conformément à la sous-section 2 pour ce qui concerne le membre du personnel temporaire non prioritaire, à la sous-section 3 pour ce qui concerne le membre du personnel temporaire prioritaire et à la sous-section 4 pour le membre du personnel nommé à titre définitif.

Si le membre du personnel n'a pas été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif et sauf cas de force majeure dûment justifié, il introduit sa demande de priorité par recommandé avec accusé de réception auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas, dans un délai de trente jours à partir de la survenance des faits pour la situation de violence ou de la reconnaissance du harcèlement pour la situation de harcèlement auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas. Dans le même délai, il envoie également par recommandé avec accusé de réception copie de cette demande à son pouvoir organisateur. La Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas, vérifie que les conditions d'application du présent décret sont remplies, en s'entourant de tout complément d'information qu'elle juge utile.

Dans le cas où le membre du personnel a été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif, il introduit la demande visée à l'alinéa précédent dans un délai de trente jours à partir de la reprise de ses fonctions à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas, sauf dans les cas où le MEDEX remet un avis défavorable quant à la reprise de fonction dans l'établissement concerné. Dans le même délai, il envoie également par recommandé avec accusé de réception copie de cette demande à son pouvoir organisateur. La Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas, vérifie que les conditions d'application du présent décret sont remplies en s'entourant de tout complément d'information qu'elle juge utile.

En cas d'acte de violence, une copie de la plainte visée au § 1^{er}, alinéa 2, est annexée à la demande, de même qu'une copie de la reconnaissance de l'accident de travail par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

En cas de harcèlement, est annexé à la demande, une copie de la décision de justice ou du rapport du service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail attestant du harcèlement moral ou sexuel. ».

Art. 42. A l'article 36^{ter} du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er} :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de harcèlement » sont insérés entre les mots « acte de violence » et les mots « peut solliciter »;

b) à l'alinéa 3, les mots « ou de harcèlement » sont insérés entre les mots « acte de violence » et les mots « à condition que ».

2° au paragraphe 2, b), les mots « ou de harcèlement » sont ajoutés;

3° au paragraphe 5, les mots « ou à la reconnaissance du harcèlement » sont insérés entre les mots « acte de violence » et les mots « , celui-ci est réputé »;

4° le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. L'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il était dans les conditions pour bénéficier de la priorité prévue au présent article, le membre du personnel temporaire ne peut être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de l'acte de violence ou du harcèlement, sauf s'il en fait la demande et à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence ou de harcèlement par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail. ».

Art. 43. Dans les articles 36^{quater} et 36^{quinquies} du même décret, les mots « victime d'un acte de violence » sont chaque fois remplacés par les mots « victime d'un acte de violence ou de harcèlement ».

Art. 44. Dans l'article 36^{quater} du même décret, les mots « consécutive à l'acte de violence » sont chaque fois remplacés par les mots « consécutive à l'acte de violence ou au harcèlement ».

Art. 45. Dans l'article 36^{quater} du même décret, les mots « victime de l'acte de violence » sont chaque fois remplacés par les mots « victime de l'acte de violence ou du harcèlement ».

Art. 46. A l'article 36^{sexies} du même décret, les mots « à l'article 36^{bis}, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « à l'article 36^{bis}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° ».

CHAPITRE V. — Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004
fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise,
gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française

Art. 47. A l'intitulé du Chapitre VI du Titre II du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, les mots « ou de harcèlement » sont ajoutés.

Art. 48. L'article 89 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 89. § 1^{er} Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

1° « acte de violence » : toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un membre du personnel administratif ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel administratif ou en relation directe avec celui-ci, soit par tout autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service;

2° « harcèlement » : le harcèlement moral ou sexuel au sens de l'article 32^{ter}, alinéa 1^{er}, 2° et 3° de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

3° « membre du personnel administratif victime d'un acte de violence » : le membre du personnel administratif définitif, admis au stage ou temporaire reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini au 1° par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail;

4° « membre du personnel administratif victime de harcèlement », le membre du personnel définitif ou temporaire victime du harcèlement tel que défini à l'alinéa 1^{er}, 2°.

§ 2. Dans les cas visés au § 1^{er}, 1°, les articles 91 à 95 ne s'appliquent au membre du personnel que pour autant qu'il ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

Dans les cas visés au § 1^{er}, 2°, les articles 91 à 95 ne s'appliquent au membre du personnel que pour autant que le harcèlement ait été reconnu par une décision de justice ou par un rapport du service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

§ 3. Lorsque l'acte de violence ou le harcèlement a été commis à l'extérieur de l'établissement, la demande de priorité ne sera prise en considération que pour autant que l'auteur de l'acte de violence ou du harcèlement ait pu être identifié. Toutefois, si l'auteur de l'acte de violence ou du harcèlement ne peut être identifié, la demande sera prise en considération pour autant que la victime prouve que l'acte de violence ou le harcèlement est en relation directe avec son service.

§ 4. Le présent chapitre ne s'applique pas aux Hautes Ecoles et aux Ecoles supérieures des Arts organisées par la Communauté française ainsi qu'à l'Institut supérieur d'Architecture organisé par la Communauté française. ».

Art. 49. Dans les articles 90, 91, 92, 93, 237 et 239 du même décret, les mots « victime d'un acte de violence » sont chaque fois remplacés par les mots « victime d'un acte de violence ou de harcèlement ».

Art. 50. Au paragraphe 2 de l'article 90 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « pour la situation de violence ou de la reconnaissance du harcèlement pour la situation de harcèlement » sont insérés entre les mots « survenance des faits » et les mots « auprès de la Direction générale »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Dans le cas où le membre du personnel administratif a été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif, il introduit la demande visée à l'alinéa 1^{er} dans un délai d'un mois à partir de la reprise de l'exercice de ses fonctions sauf dans les cas où le MEDEX remet un avis défavorable quant à la reprise de fonction dans l'établissement concerné. »;

3° A l'alinéa 5, les mots « En cas d'acte de violence » sont introduit avant les mots « Une copie de la plainte »;

4° un nouvel alinéa 6 rédigé comme suit est introduit :

« En cas de harcèlement, est annexée à la demande, une copie de la décision de justice ou du rapport du service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail attestant du harcèlement moral ou sexuel. ».

Art. 51. Dans les articles 91 à 93 du même décret, les mots « consécutive à cet acte » sont chaque fois remplacés par les mots « consécutive à cet acte de violence ou à ce harcèlement ».

Art. 52. Dans les articles 91 à 93 du même décret, les mots « victime de cet acte » sont chaque fois remplacés par les mots « victime de cet acte de violence ou de ce harcèlement ».

Art. 53. A l'article 95bis du même décret, les mots « à l'article 89, alinéa 2 » sont remplacé par les mots « à l'article 89, § 1^{er}, 3° ».

Art. 54. A l'intitulé du chapitre VI du Titre III du même décret, les mots « ou de harcèlement » sont ajoutés.

Art. 55. L'article 236 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 236. § 1^{er}. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

1° « acte de violence » : toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un membre du personnel ouvrier définitif ou stagiaire ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ouvrier ou en relation directe avec celui-ci, soit par tout autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service;

2° « harcèlement » : le harcèlement moral ou sexuel au sens de l'article 32ter, alinéa 1^{er}, 2° et 3° de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

3° « membre du personnel ouvrier victime d'un acte de violence », le membre du personnel ouvrier définitif ou stagiaire reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini au 1° par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail;

4° « membre du personnel ouvrier victime de harcèlement », le membre du personnel définitif ou temporaire victime du harcèlement tel que défini à l'alinéa 1^{er}, 2° »

§ 2 Dans les cas visés au § 1^{er}, 1°, les articles 238 et 239 ne s'appliquent au membre du personnel que pour autant qu'il ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

Dans les cas visés au § 1^{er}, 2°, les articles 238 et 239 ne s'appliquent au membre du personnel que pour autant que le harcèlement ait été reconnu par une décision de justice ou par un rapport du service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

§ 3 Lorsque l'acte de violence ou le harcèlement a été commis à l'extérieur de l'établissement, la demande de priorité ne sera prise en considération que pour autant que l'auteur de l'acte de violence ou du harcèlement ait pu être identifié. Toutefois, si l'auteur de l'acte de violence ou du harcèlement ne peut être identifié, la demande sera prise en considération pour autant que la victime prouve que l'acte de violence ou le harcèlement est en relation directe avec son service.

§ 4. Le présent chapitre ne s'applique pas aux Hautes Ecoles et aux Ecoles supérieures des Arts organisées par la Communauté française ainsi qu'à l'Institut supérieur d'Architecture organisé par la Communauté française. ».

Art. 56. Au paragraphe 2 de l'article 237 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « pour la situation de violence ou de la reconnaissance du harcèlement pour la situation de harcèlement » sont insérés entre les mots « survenance des faits » et les mots « auprès de la Direction générale »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Dans le cas où le membre du personnel ouvrier a été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif, il introduit la demande visée à l'alinéa 1^{er} dans un délai d'un mois à partir de la reprise de l'exercice de ses fonctions sauf dans les cas où le MEDEX remet un avis défavorable quant à la reprise de fonction dans l'établissement concerné ».

3° à l'alinéa 5, les mots « En cas d'acte de violence » sont insérés avant les mots « Une copie de la plainte visée »;

4° un nouvel alinéa 6 rédigé comme suit est inséré :

« En cas de harcèlement, une copie de la décision de justice ou du rapport du service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail attestant du harcèlement moral ou sexuel. ».

Art. 57. Aux articles 238 et 239 du même décret, les mots « de l'acte de violence » sont chaque fois remplacés par les mots « de l'acte de violence ou du harcèlement ».

Art. 58. A l'article 239/1 du même décret, les mots « à l'article 236, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « à l'article 236, § 1^{er}, 3^o ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions modifiant le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion*

Art. 59. A l'intitulé du Chapitre VII du Titre II du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, les mots « ou de harcèlement » sont ajoutés.

Art. 60. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 66, du même décret :

1^o le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

«1^o "Acte de violence" : toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un maître de religion ou professeur de religion ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ou en relation directe avec celui-ci, soit par toute autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement, pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service;

2^o « harcèlement » : le harcèlement moral ou sexuel au sens de l'article 32ter, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

3^o "membre du personnel victime d'un acte de violence" : le maître de religion ou professeur de religion définitif, temporaire prioritaire ou temporaire reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini au 1^o par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail;

4^o « membre du personnel victime de harcèlement » : le maître de religion ou professeur de religion définitif, temporaire prioritaire ou temporaire victime du harcèlement tel que défini au 2^o.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o, la priorité visée au § 2 n'est accordée au membre du personnel que pour autant qu'il ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires. Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o, la priorité visée au § 2 n'est accordée au membre du personnel que pour autant que le harcèlement ait été reconnu par une décision de justice ou par un rapport du service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

Lorsque l'acte de violence a été commis à l'extérieur de l'établissement, la demande de priorité n'est prise en compte que pour autant que l'auteur de l'acte de violence ait pu être identifié. Toutefois, si l'auteur de l'acte de violence ou du harcèlement ne peut être identifié, la demande sera prise en considération pour autant que la victime prouve que l'acte de violence ou le harcèlement est en relation directe avec son service. ».

2^o au § 2, alinéa 2, les mots « survenance des faits » sont remplacés par les mots « survenance des faits pour la situation de violence ou de la reconnaissance du harcèlement pour la situation de harcèlement »;

3^o l'alinéa 3 du § 2 est complété par ce qui suit :

« sauf dans les cas où le MEDEX remet un avis défavorable quant à la reprise de fonction dans l'établissement concerné »;

4^o à l'alinéa 7, les mots « En cas d'acte de violence » sont insérés avant les mots « Sont annexées à la demande »;

5^o un nouvel alinéa 8 rédigé comme suit est inséré :

« En cas de harcèlement, une copie de la décision de justice ou du rapport du service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail attestant du harcèlement moral ou sexuel. ».

Art. 61. Dans les articles 66, 67, 68 et 69 du même décret, les mots « victime d'un acte de violence » sont chaque fois remplacés par les mots « victime d'un acte de violence ou de harcèlement ».

Art. 62. Dans les articles 67, 68 et 69 du même décret, les mots « victime de l'acte de violence » sont chaque fois remplacés par les mots « victime de l'acte de violence ou du harcèlement ».

Art. 63. Dans les articles 67 et 68 du même décret, les mots « consécutive à l'acte de violence » sont chaque fois remplacés par les mots « consécutive à l'acte de violence ou au harcèlement ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions modifiant le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française*

Art. 64. A l'intitulé du Chapitre VI du Titre III du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, les mots « ou de harcèlement » sont ajoutés.

Art. 65. L'article 47 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 47. § 1^{er}. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

1^o « acte de violence » : toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un puériculteur ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du puériculteur ou en relation directe avec celui-ci, soit par toute autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service;

2^o « harcèlement » : le harcèlement moral ou sexuel au sens de l'article 32ter, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

3^o « puériculteur victime d'un acte de violence », le puériculteur engagé à titre définitif ou à titre provisoire reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini au 1^o par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail;

4^o « puériculteur victime de harcèlement », le puériculteur engagé à titre définitif ou à titre provisoire reconnu victime de harcèlement tel que défini au 2^o.

§ 2. Dans les cas visés au § 1^{er}, 1^o, la priorité n'est accordée au membre du personnel que pour autant qu'il ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

Dans les cas visés au § 1^{er}, 2^o, la priorité n'est accordée au membre du personnel que pour autant que le harcèlement ait été reconnu par une décision de justice ou par un rapport du service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

§ 3. Lorsque l'acte de violence a été commis à l'extérieur de l'établissement, la demande de priorité ne sera prise en considération que pour autant que l'auteur de l'acte de violence ait pu être identifié. Toutefois, si l'auteur de l'acte de violence ou du harcèlement ne peut être identifié, la demande sera prise en considération pour autant que la victime prouve que l'acte de violence ou le harcèlement est en relation directe avec son service. ».

Art. 66. A l'article 48, § 1^{er} du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 3 est complété par ce qui suit :

« sauf dans les cas où le MEDEX remet un avis défavorable quant à la reprise de fonction dans l'établissement concerné »;

2^o à l'alinéa 4, les mots « En cas d'acte de violence » sont insérés avant les mots « Une copie de la plainte ».

3^o un nouvel alinéa 5 rédigé comme suit est inséré :

« En cas de harcèlement, une copie de la décision de justice ou du rapport du service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail attestant du harcèlement moral ou sexuel. ».

Art. 67. Dans les articles 48, 50, 52 :

1^o les mots « survenance des faits » sont chaque fois remplacés par les mots « survenance des faits pour la situation de violence ou de la reconnaissance du harcèlement pour la situation de harcèlement »;

2^o les mots « plainte visée à l'article 47 » sont chaque fois remplacés par les mots « plainte visée à l'article 47, § 2 ».

Art. 68. Dans les articles 49, 51 et 52 du même décret, les mots « victime d'acte de violence » sont chaque fois remplacés par les mots « victime d'acte de violence ou de harcèlement ».

Art. 69. A l'article 50, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 2, les mots « sauf dans les cas où le MEDEX remet un avis défavorable quant à la reprise de fonction dans l'établissement concerné » sont insérés entre les mots « Direction générale de l'Enseignement obligatoire » et les mots « Dans le même délai, »;

2^o à l'alinéa 3, les mots « En cas d'acte de violence » sont insérés avant les mots « Une copie de la plainte »;

3^o un nouvel alinéa 4 rédigé comme suit est inséré :

« En cas de harcèlement, une copie de la décision de justice ou du rapport du service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail attestant du harcèlement moral ou sexuel. ».

Art. 70. A l'article 52, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 2, les mots « sauf dans les cas où le MEDEX remet un avis défavorable quant à la reprise de fonction dans l'établissement concerné » sont insérés entre les mots « Direction générale de l'Enseignement obligatoire » et les mots « Dans le même délai, »;

2^o à l'alinéa 3, les mots « En cas d'acte de violence » sont insérés avant les mots « Une copie de la plainte »;

3^o un nouvel alinéa 4 rédigé comme suit est inséré :

« En cas de harcèlement, une copie de la décision de justice ou du rapport du service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail attestant du harcèlement moral ou sexuel. ».

TITRE V. — Dispositions relatives aux fractions de charge des membres du personnel auxiliaire d'éducation

CHAPITRE I^{er}. — Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux

Art. 71. A l'article 3, alinéa 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux,

1^o les termes « ainsi que les membres du personnel auxiliaire d'éducation » sont abrogés;

2^o les termes « ne peuvent » sont remplacés par les termes « ne peut ».

CHAPITRE II. — Modifications de l'Arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement

Art. 72. L'article 7 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire tel que modifié est complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, dans le cadre du remplacement d'un surveillant-éducateur ayant pris un congé à prestation réduite ou une interruption de carrière à temps partiel, l'emploi peut être confié à un membre du personnel pour une charge correspondant à la fraction de charge abandonnée par le titulaire de l'emploi ».

TITRE VI. — Dispositions actualisant les titres requis des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat*

Art. 73. A l'article 2, Chapitre J, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médicosociaux de l'Etat, pour la fonction d'auxiliaire social, les termes « ou de Bachelier assistant-social » sont ajoutés après les termes « service social ».

Art. 74. A l'article 2, Chapitre J, du même arrêté, pour la fonction d'auxiliaire paramédical, au point a), les termes « ou de Bachelier sage-femme, Bachelier en soins infirmier spécialisation en santé mentale et psychiatrie, de Bachelier en soins infirmier spécialisation en pédiatrie, Bachelier en soins infirmiers spécialisation en santé communautaire » sont insérés après les termes « 11 juillet 1960 ».

Art. 75. A l'article 2, Chapitre J, du même arrêté, pour la fonction d'auxiliaire psychopédagogique, au point b), les termes « ou de Bachelier assistant en psychologie » sont insérés après les termes « assistant en psychologie ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux*

Art. 76. A l'article 16, 1., de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, les termes « ou le diplôme de master en sciences psychologiques » sont ajoutés après les termes « licencié en sciences psychologiques ».

Art. 77. A l'article 16, 2., premier tiret, du même arrêté, les termes « ou le diplôme de Bachelier assistant(e)-social » sont ajoutés après les termes « service social ».

Art. 78. A l'article 16, 2., deuxième tiret, du même arrêté, les termes « ou le diplôme de Bachelier assistant(e)-social » sont ajoutés après les termes « hautes écoles ».

Art. 79. A l'article 16, 3., du même arrêté, les termes « (ou de Bachelier sage-femme) » sont insérés après le terme « accoucheuse », les termes « (ou de Bachelier en soins infirmier spécialisation en santé mentale et psychiatrie) » sont insérés après les termes « infirmier gradué psychiatrique », les termes « (ou de Bachelier en soins infirmier spécialisation en pédiatrie) » sont insérés après les termes « infirmier gradué pédiatrie », les termes « (ou de Bachelier en soins infirmiers spécialisation en santé communautaire) » sont insérés après les termes « infirmier gradué social ».

Art. 80. A l'article 16, 4., deuxième tiret, du même arrêté, les termes « ou de Bachelier assistant en psychologie » sont insérés après les termes « assistants en psychologie ».

CHAPITRE III. — *Modifications du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidiés des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés*

Art. 81. A l'article 28, 1^o, du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidiés des centres psycho-médicosociaux libres subventionnés, les termes « ou le diplôme de master en sciences psychologiques » sont ajoutés après les termes « licencié en sciences psychologiques ».

Art. 82. A l'article 28, 2^o, a), du décret du même décret, les termes « ou le diplôme de Bachelier assistant(e)-social » sont ajoutés après les termes « service social ».

Art. 83. A l'article 28, 2^o, b), du même décret, les termes « ou le diplôme de Bachelier assistant(e)social » sont ajoutés après les termes « hautes écoles ».

Art. 84. A l'article 28, 3^o, du même décret, les termes « (ou de Bachelier sage femme) » sont insérés après le terme « accoucheuse », les termes « (ou de Bachelier en soins infirmier spécialisation en santé mentale et psychiatrie) » sont insérés après les termes « infirmier gradué psychiatrique », les termes « (ou de Bachelier en soins infirmier spécialisation en pédiatrie) » sont insérés après les termes « infirmier gradué pédiatrie », les termes « (ou de Bachelier en soins infirmiers spécialisation en santé communautaire) » sont insérés après les termes « infirmier gradué social ».

Art. 85. A l'article 28, 4^o, b), du même décret, les termes « ou de Bachelier assistant en psychologie » sont insérés après les termes « assistants en psychologie ».

CHAPITRE IV. — *Modifications du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidiés des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés*

Art. 86. A l'article 21, 1^o, du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidiés des centres psycho-médicosociaux officiels subventionnés, les termes « ou le diplôme de master en sciences psychologiques » sont ajoutés après les termes « licencié en sciences psychologiques ».

Art. 87. A l'article 21, 2^o, a), du même décret, les termes « ou le diplôme de Bachelier assistant(e)social » sont ajoutés après les termes « service social ».

Art. 88. A l'article 21, 2^o, b), du même décret, les termes « ou le diplôme de Bachelier assistant(e)social » sont ajoutés après les termes « hautes écoles ».

Art. 89. A l'articles 21, 3^o, du même décret, les termes « (ou de Bachelier sage femme) » sont insérés après le terme « accoucheuse », les termes « (ou de Bachelier en soins infirmier spécialisation en santé mentale et psychiatrie) » sont insérés après les termes « infirmier gradué psychiatrique », les termes « (ou de Bachelier en soins infirmier spécialisation en pédiatrie) » sont insérés après les termes « infirmier gradué pédiatrie », les termes « (ou de Bachelier en soins infirmiers spécialisation en santé communautaire) » sont insérés après les termes « infirmier gradué social ».

Art. 90. A l'article 21, 4^o, b), du même décret, les termes « ou de Bachelier assistant en psychologie » sont insérés après les termes « assistants en psychologie ».

TITRE VII. — Dispositions modifiant les dispositions applicables aux membres du personnel de l'enseignement en Communauté française pour ce qui concerne la période de congés de circonstances liés au décès du conjoint ou assimilé

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 91. A l'article 5, alinéa 1^{er}, c, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié, les termes « quatre jours » sont remplacés par les termes « cinq jours ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat*

Art. 92. A l'article 4, alinéa 1^{er}, c, de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel que modifié, les termes « quatre jours » sont remplacés par les termes « cinq jours ».

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection*

Art. 93. A l'article 4, alinéa 1^{er}, c, de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, tel que modifié, les termes « quatre jours » sont remplacés par les termes « cinq jours ».

TITRE VIII. — Dispositions instaurant un dispositif de contrôle des désignations dans le réseau d'enseignement organisé par la Communauté française

Art. 94. L'article 25 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Un contrôle des désignations est effectué selon les modalités suivantes :

Les classements relatifs aux différentes fonctions font l'objet d'une publication à la mi-septembre. Les modalités de cette publication seront arrêtées par le Gouvernement.

Sont prises en considération les réclamations mentionnant le ou les candidats moins bien classés qui auraient été désignés, ainsi que l'établissement scolaire concerné.

Pour la désignation des candidats temporaires prioritaires, le contrôle est organisé au plus tard le 15 juin.

Pour la désignation des candidats à titre temporaire, un premier contrôle est organisé lors de la première quinzaine de juillet et un second contrôle est organisé au plus tard pour le 5 octobre suivant la rentrée scolaire. ».

Art. 95. L'article 21 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Un contrôle des désignations est effectué selon les modalités suivantes :

Les classements relatifs aux différentes fonctions font l'objet d'une publication à la mi-septembre. Les modalités de cette publication seront arrêtées par le Gouvernement.

Sont prises en considération les réclamations mentionnant le ou les candidats moins bien classés qui auraient été désignés, ainsi que le centre psycho-médico-social concerné.

Ce contrôle est organisé dans le courant du mois de septembre. ».

Art. 96. L'article 31 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Un contrôle des désignations est effectué selon les modalités suivantes :

Les classements relatifs aux différentes fonctions font l'objet d'une publication à la mi-septembre. Les modalités de cette publication seront arrêtées par le Gouvernement.

Sont prises en considération les réclamations mentionnant le ou les candidats moins bien classés qui auraient été désignés, ainsi que l'établissement scolaire concerné.

Ce contrôle est organisé dans le courant du mois de septembre. ».

TITRE IX. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat

Art. 97. L'article 1^{er}*bis* de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1^{er}*bis*. Les membres du personnel visés à l'article 1^{er} bénéficient d'un congé de vacances annuelles complémentaire dont la durée est fixée comme suit suivant leur âge :

- à cinquante-cinq ans : un jour ouvrable;
- à cinquante-six ans : deux jours ouvrables;
- à cinquante-sept ans : trois jours ouvrables;
- à cinquante-huit ans : quatre jours ouvrables;
- à cinquante-neuf ans : cinq jours ouvrables;
- à soixante ans : six jours ouvrables;
- à soixante et un ans : sept jours ouvrables;
- à soixante-deux ans : huit jours ouvrables;
- à soixante-trois ans : neuf jours ouvrables;
- à soixante-quatre ans : dix jours ouvrables. ».

Art. 98. L'article 4 du même arrêté, est modifié comme suit :

1° le point *b*) est reformulé comme suit :

« *b*) pour l'accouchement de l'épouse ou de la personne avec qui, au moment de l'événement, le membre du personnel vit en couple : quinze jours ouvrables »;

2° les points suivants sont ajoutés après le point *f*) :

« *g*) l'ordination, l'entrée au couvent ou tout autre événement similaire d'un culte reconnu d'un enfant du membre du personnel, du conjoint ou de la personne avec laquelle le membre du personnel vit en couple au moment de l'événement : 1 jour ouvrable;

h) la communion solennelle ou tout autre événement similaire d'un culte reconnu d'un enfant du membre du personnel, du conjoint ou de la personne avec laquelle le membre du personnel vit en couple au moment de l'événement : 1 jour ouvrable;

i) la participation à la fête de la jeunesse laïque d'un enfant du membre du personnel, du conjoint ou de la personne avec laquelle le membre du personnel vit en couple au moment de l'événement : 1 jour ouvrable;

j) la convocation comme témoin devant une juridiction ou comparution personnelle ordonnée par une juridiction : pour la durée nécessaire;

k) l'exercice des fonctions de président, d'assesseur ou de secrétaire d'un bureau de vote ou d'un bureau de dépouillement : le temps nécessaire avec un maximum de deux jours ouvrables;

l) le mariage d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du père, de la mère, du beau-père, de la belle-mère, d'un petit-enfant de l'agent : un jour ouvrable. ».

Art. 99. Dans le même arrêté, il est ajouté un article 4^{quater} rédigé comme suit :

« Article 4^{quater}. § 1^{er}. Sans que l'intérêt du service ne puisse lui être opposé, le membre du personnel obtient, à sa demande, des congés pour accompagner et assister des handicapés et des malades au cours de voyages et de séjours de vacances organisés en Belgique ou à l'étranger par une association, une institution publique ou une institution privée dont la mission est de prendre en charge le sort de handicapés et de malades et qui, à cette fin, reçoit des subventions des pouvoirs publics.

La demande de congé doit être accompagnée d'une attestation par laquelle l'association ou l'institution certifie que le voyage ou le séjour de vacances est placé sous sa responsabilité.

§ 2. La durée des congés visés au § 1^{er} ne peut excéder cinq jours ouvrables par an.

Ces congés exceptionnels sont rémunérés et assimilés à des périodes d'activité de service. ».

Art. 100. Dans le même arrêté, il est ajouté un article 4^{quinquies} rédigé comme suit :

« Article 4^{quinquies}. Le membre du personnel qui donne du sang, du plasma ou des plaquettes pendant les heures normales de service obtient, à sa demande, une dispense de service pendant toute la journée au cours de laquelle il se prête au don.

En ce qui concerne les donneurs de sang ou de plaquettes, si le don a lieu après les heures normales de service, c'est-à-dire entre l'arrêt de travail et minuit, le membre du personnel obtient, à sa demande, une dispense de service le jour ouvrable suivant.

Si le don de sang ou de plaquettes se fait le vendredi soir ou le soir qui précède un jour férié, la dispense de service est accordée le jour-même du don.

Ce congé exceptionnel est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service. ».

Art. 101. A l'article 7 du même arrêté, le point *c*) est modifié comme suit :

« *c*) pour présenter leur candidature aux élections du Parlement européen, des chambres législatives fédérales, des Parlements régionaux et communautaires, des conseils provinciaux ou des conseils communaux, et ce pour une période correspondant à la durée de la campagne électorale à laquelle les intéressés participent en qualité de candidats. ».

Art. 102. A l'article 29 du même arrêté, le deuxième alinéa est modifié comme suit :

« Le membre du personnel peut, s'il échet, demander la réduction des prestations afférentes à la fonction à laquelle il est nommé aux trois quarts ou à la moitié du nombre d'heures requis pour une fonction à prestations complètes pour l'exercice d'un mandat politique de bourgmestre, d'échevin, de conseiller communal, de président du centre public d'aide sociale, de membre du conseil du centre public d'aide sociale, de conseiller provincial n'étant pas membre du collège provincial, de membre des Parlements régionaux ou communautaires, du Parlement européen. ».

TITRE X. — Création d'un congé pour l'exercice d'un mandat auprès des services publics de l'Etat fédéral, d'une Région ou d'une Communauté et des organismes d'intérêt public qui en dépendent

Art. 103. Le chapitre VII de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié, est abrogé et remplacé par le nouveau chapitre VII comprenant les articles 28, 28bis et 28ter rédigés de la manière suivante :

« Chapitre VII – Congé pour l'exercice d'un mandat auprès des services publics de l'Etat fédéral, d'une Région ou d'une Communauté et des organismes d'intérêt public qui en dépendent.

Article 28. Les membres du personnel visés à l'article 1^{er} ainsi que les membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux organisés et subventionnés par la Communauté française, désignés comme mandataires en tant que fonctionnaire dirigeant ou assimilé au sein d'un service public de l'Etat fédéral, d'une Région ou d'une Communauté et des organismes d'intérêt public qui en dépendent, sont placés d'office en congé pour l'exercice d'un mandat pendant toute la durée de celui-ci.

Article 28bis. Le congé dont il est question au présent chapitre est non rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

Article 28ter. Les congés pour mission d'intérêt général ou congé pour mission non rémunérés accordés, avant l'entrée en vigueur du présent chapitre, aux membres du personnel ayant exercé un mandat après des services publics de l'Etat fédéral, d'une Région ou d'une Communauté et des organismes d'intérêt public qui en dépendent sont assimilés aux congés pour l'exercice d'un mandat auprès des services publics de l'Etat fédéral, d'une Région ou d'une Communauté et des organismes d'intérêt public qui en dépendent, créés par l'article 28 du présent décret. ».

TITRE XI. — Création d'un congé pour prestations réduites bénéficiant aux membres du personnel en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité à des fins thérapeutiques

CHAPITRE I^{er}. — Modifications à l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat

Art. 104. Dans l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, il est inséré un chapitre IVbis intitulé comme suit :

« CHAPITRE IVbis. — Congés pour prestations réduites bénéficiant aux membres du personnel en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité à des fins thérapeutiques »

Art. 105. Dans le chapitre IVbis inséré par l'article 104, il est inséré un article 17 bis rédigé comme suit :

« Article 17bis. Le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction de recrutement pour plus d'une demi charge, en position administrative de disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité peut reprendre l'exercice de ses fonctions, par demi-prestation, s'il le demande, s'il produit un certificat de son médecin à l'appui de sa demande et si l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté du contrôle des absences pour cause de maladie, d'accident ou d'infirmité estime que l'état physique de l'intéressé le permet. »

Art. 106. Dans le chapitre IVbis inséré par l'article 104, il est inséré un article 17ter rédigé comme suit :

« Article 17ter. Le membre du personnel qui se trouve en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité, fournit à l'organisme chargé par le Gouvernement du contrôle des absences pour maladie un certificat médical rédigé par son médecin traitant reprenant l'avis de celui-ci sur la reprise des prestations à concurrence d'une demi-charge.

L'organisme visé à l'alinéa précédent remet un avis relatif à la reprise des prestations à concurrence d'une demi-charge. Si celui-ci conclut à l'inaptitude à reprendre toute fonction, l'intéressé(e) reste en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité. Dans ce cas, le membre du personnel ne peut introduire de nouvelle demande de congé qu'à l'issue d'un délai de 6 mois après la première demande. S'il conclut à l'aptitude à la reprise des fonctions à temps plein, l'intéressé(e) doit reprendre ses fonctions le jour ouvrable suivant la décision du médecin. S'il conclut à l'aptitude de reprise à raison d'une demi-charge, l'organisme visé à l'alinéa précédent délivre un avis médical favorable. Le membre du personnel joint cet avis médical à la demande de congé introduite auprès de son Pouvoir organisateur.

En cas d'avis divergent entre le médecin traitant du membre du personnel et l'organisme chargé par le gouvernement du contrôle des absences pour cause de maladie, le membre du personnel peut utiliser la procédure d'appel devant un médecin expert telle que décrite aux articles 11 à 17 du décret portant des mesures urgentes en matière d'enseignement du 22 décembre 1994. ».

Art. 107. Dans le chapitre IVbis inséré par l'article 104, il est inséré un article 17quater rédigé comme suit :

« Article 17quater. L'autorisation donnée à un membre du personnel visé à l'article 17 bis de reprendre ses fonctions par demi-prestations est valable pour une période de 6 mois. Des prolongations peuvent toutefois être accordées après nouvel accord de l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française du contrôle des absences pour cause de maladie et avis favorable du médecin traitant du membre du personnel.

Lorsqu'une prolongation prend cours après le 1^{er} janvier, sa durée peut être inférieure à 6 mois et couvrir la fin de l'année scolaire ou académique.

Dans l'hypothèse où, à la fin de l'année scolaire ou académique, le membre du personnel bénéficiait d'un congé pour prestations réduites à des fins thérapeutiques, une nouvelle demande prenant cours le premier jour ouvrable de la rentrée scolaire ou académique est assimilée à une prolongation. ».

Art. 108. Dans le chapitre IVbis inséré par l'article 104, il est inséré un article 17quinquies rédigé comme suit :

« Article 17quinquies. Le congé ne peut débuter qu'au premier jour ouvrable de la rentrée scolaire ou académique, au 1^{er} octobre ou au premier jour ouvrable qui suit le 1^{er} janvier. ».

Art. 109. Dans le chapitre IVbis inséré par l'article 104, il est inséré un article 17sexies rédigé comme suit :

« Article 17sexies. Pendant la durée du congé pour prestations réduites, les périodes d'absence sont considérées comme congés assimilés à une période d'activité de service »

Art. 110. Dans le chapitre IVbis inséré par l'article 104, il est inséré un article 17septies rédigé comme suit :

« Article 17septies. Pendant la durée du congé, le membre du personnel bénéficie, pour les heures prestées, de son traitement d'activité et pour les heures non prestées, de 80 % de son traitement d'activité. ».

Art. 111. Dans le chapitre IVbis inséré par l'article 104, il est inséré un article 17octies rédigé comme suit :

« Article 17octies L e membre du personnel en congé pour prestations réduites est tenu d'accomplir chaque semaine la moitié de la durée des prestations complètes qui sont normalement imposées pour la fonction qu'il exerce. ».

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.*

Art. 112. Dans l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, il est inséré un chapitre IVbis intitulé comme suit :

« CHAPITRE IVbis — *Congés pour prestations réduites bénéficiant aux membres du personnel en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité à des fins thérapeutiques* ».

Art. 113. Dans le chapitre IVbis inséré par l'article 112, il est inséré un article 22ter rédigé comme suit :

« Article 22ter. Le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction de recrutement pour plus d'une demi charge, en position administrative de disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité peut reprendre l'exercice de ses fonctions, par demi-prestation, s'il le demande, s'il produit un certificat de son médecin à l'appui de sa demande et si l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté du contrôle des absences pour cause de maladie, d'accident ou d'infirmité estime que l'état physique de l'intéressé le permet. ».

Art. 114. Dans le chapitre IVbis inséré par l'article 112, il est inséré un article 22quater rédigé comme suit :

« Article 22quater. Le membre du personnel qui se trouve en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité, fournit à l'organisme chargé par le Gouvernement du contrôle des absences pour maladie un certificat médical rédigé par son médecin traitant reprenant l'avis de celui-ci sur la reprise des prestations à concurrence d'une demi-charge.

L'organisme visé à l'alinéa précédent remet un avis relatif à la reprise des prestations à concurrence d'une demi-charge. Si celui-ci conclut à l'inaptitude à reprendre toute fonction, l'intéressé(e) reste en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité. Dans ce cas, le membre du personnel ne peut introduire de nouvelle demande de congé qu'à l'issue d'un délai de 6 mois après la première demande. S'il conclut à l'aptitude à la reprise des fonctions à temps plein, l'intéressé(e) doit reprendre ses fonctions le jour ouvrable suivant la décision du médecin. S'il conclut à l'aptitude de reprise à raison d'une demi-charge, l'organisme visé à l'alinéa précédent délivre un avis médical favorable. Le membre du personnel joint cet avis médical à la demande de congé introduite auprès de son Pouvoir organisateur.

En cas d'avis divergent entre le médecin traitant du membre du personnel et l'organisme chargé par le gouvernement du contrôle des absences pour cause de maladie, le membre du personnel peut utiliser la procédure d'appel devant un médecin expert telle que décrite aux articles 11 à 17 du décret portant des mesures urgentes en matière d'enseignement du 22 décembre 1994. ».

Art. 115. Dans le chapitre IVbis inséré par l'article 112, il est inséré un article 22quinquies rédigé comme suit :

« Article 22quinquies. L'autorisation donnée à un membre du personnel visé à l'article 22bis de reprendre ses fonctions par demi-prestations est valable pour une période de 6 mois. Des prolongations peuvent toutefois être accordées après nouvel accord de l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française du contrôle des absences pour cause de maladie et avis favorable du médecin traitant du membre du personnel.

Lorsqu'une prolongation prend cours après le 1^{er} janvier, sa durée peut être inférieure à 6 mois et couvrir la fin de l'année scolaire ou académique.

Dans l'hypothèse où, à la fin de l'année scolaire ou académique, le membre du personnel bénéficiait d'un congé pour prestations réduites à des fins thérapeutiques, une nouvelle demande prenant cours le premier jour ouvrable de la rentrée scolaire ou académique est assimilée à une prolongation. ».

Art. 116. Dans le chapitre IVbis inséré par l'article 112, il est inséré un article 22sexies rédigé comme suit :

« Article 22sexies. Le congé ne peut débuter qu'au premier jour ouvrable de la rentrée scolaire ou académique, au 1^{er} octobre ou au premier jour ouvrable qui suit le 1^{er} janvier. ».

Art. 117. Dans le chapitre IVbis inséré par l'article 112, il est inséré un article 22septies rédigé comme suit :

« Article 22septies. Pendant la durée du congé pour prestations réduites, les périodes d'absence sont considérées comme congés assimilés à une période d'activité de service »

Art. 118. Dans le chapitre IVbis inséré par l'article 112, il est inséré un article 22octies rédigé comme suit :

« Article 22 octies. Pendant la durée du congé, le membre du personnel bénéficie, pour les heures prestées, de son traitement d'activité et pour les heures non prestées, de 80 % de son traitement d'activité. ».

Art. 119. Dans le chapitre IVbis inséré par l'article 112, il est inséré un article 22nonies rédigé comme suit :

« Article 22nonies. Le membre du personnel en congé pour prestations réduites est tenu d'accomplir chaque semaine la moitié de la durée des prestations complètes qui sont normalement imposées pour la fonction qu'il exerce. ».

CHAPITRE III. — *Modifications à l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection*

Art. 120. Dans l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, il est inséré un chapitre *Vbis* intitulé comme suit :

« CHAPITRE *Vbis* — *Congés pour prestations réduites bénéficiant aux membres du personnel en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité à des fins thérapeutiques* ».

Art. 121. Dans le chapitre *Vbis* inséré par l'article 120, il est inséré un article *22bis* rédigé comme suit :

« Article *22bis*. Le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction de recrutement pour plus d'une demi-charge, en position administrative de disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité peut reprendre l'exercice de ses fonctions, par demi-prestation, s'il le demande, s'il produit un certificat de son médecin à l'appui de sa demande et si l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté du contrôle des absences pour cause de maladie, d'accident ou d'infirmité estime que l'état physique de l'intéressé le permet. ».

Art. 122. Dans le chapitre *Vbis* inséré par l'article 120, il est inséré un article *22ter* rédigé comme suit :

« Article *22ter*. Le membre du personnel qui se trouve en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité, fournit à l'organisme chargé par le Gouvernement du contrôle des absences pour maladie un certificat médical rédigé par son médecin traitant reprenant l'avis de celui-ci sur la reprise des prestations à concurrence d'une demi-charge.

L'organisme visé à l'alinéa précédent remet un avis relatif à la reprise des prestations à concurrence d'une demi-charge. Si celui-ci conclut à l'incapacité à reprendre toute fonction, l'intéressé(e) reste en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité. Dans ce cas, le membre du personnel ne peut introduire de nouvelle demande de congé qu'à l'issue d'un délai de 6 mois après la première demande. S'il conclut à l'aptitude à la reprise des fonctions à temps plein, l'intéressé(e) doit reprendre ses fonctions le jour ouvrable suivant la décision du médecin. S'il conclut à l'aptitude de reprise à raison d'une demi-charge, l'organisme visé à l'alinéa précédent délivre un avis médical favorable. Le membre du personnel joint cet avis médical à la demande de congé introduite auprès de son Pouvoir organisateur.

En cas d'avis divergent entre le médecin traitant du membre du personnel et l'organisme chargé par le gouvernement du contrôle des absences pour cause de maladie, le membre du personnel peut utiliser la procédure d'appel devant un médecin expert telle que décrite aux articles 11 à 17 du décret portant des mesures urgentes en matière d'enseignement du 22 décembre 1994. ».

Art. 123. Dans le chapitre *Vbis* inséré par l'article 120, il est inséré un article *22quater* rédigé comme suit :

« Article *22quater*. L'autorisation donnée à un membre du personnel visé à l'article *22bis* de reprendre ses fonctions par demi-prestations est valable pour une période de 6 mois. Des prolongations peuvent toutefois être accordées après nouvel accord de l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française du contrôle des absences pour cause de maladie et avis favorable du médecin traitant du membre du personnel.

Lorsqu'une prolongation prend cours après le 1^{er} janvier, sa durée peut être inférieure à 6 mois et couvrir la fin de l'exercice.

Dans l'hypothèse où, à fin de l'exercice, le membre du personnel bénéficiait d'un congé pour prestations réduites à des fins thérapeutiques, une nouvelle demande prenant cours le premier jour ouvrable de la rentrée scolaire ou académique est assimilée à une prolongation. ».

Art. 124. Dans le chapitre *Vbis* inséré par l'article 120, il est inséré un article *22quinquies* rédigé comme suit :

« Article *22quinquies*. Le congé ne peut débiter qu'au premier jour ouvrable de la rentrée scolaire ou académique, au 1^{er} octobre ou au premier jour ouvrable qui suit le 1^{er} janvier.

Art. 125. Dans le chapitre *Vbis* inséré par l'article 120, il est inséré un article *22sexies* rédigé comme suit :

« Article *22sexies*. Pendant la durée du congé pour prestations réduites, les périodes d'absence sont considérées comme congés assimilés à une période d'activité de service ».

Art. 126. Dans le chapitre *Vbis* inséré par l'article 120, il est inséré un article *22septies* rédigé comme suit :

« Article *22septies*. Pendant la durée du congé, le membre du personnel bénéficie, pour les heures prestées, de son traitement d'activité et pour les heures non prestées, de 80 % de son traitement d'activité. ».

Art. 127. Dans le chapitre *Vbis* inséré par l'article 120, il est inséré un article *22octies* rédigé comme suit :

« Article *22octies*. Le membre du personnel en congé pour prestations réduites est tenu d'accomplir chaque semaine la moitié de la durée des prestations complètes qui sont normalement imposées pour la fonction qu'il exerce. ».

CHAPITRE IV. — *Modification au décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 128. L'article 42, alinéa 3, 3^o, du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, est complété par les mots : « ou pour prestations réduites bénéficiant aux membres du personnel en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité à des fins thérapeutiques; ».

CHAPITRE V. — *Modifications au décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)*

Art. 129. L'article 151, alinéa 3, 2), du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), est complété par les mots : « ou pour prestations réduites bénéficiant aux membres du personnel en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité à des fins thérapeutiques; ».

CHAPITRE VI. — *Modifications au décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 130. L'article 24, § 1^{er}, 5^o, du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, est complété par les mots : « ou pour prestations réduites bénéficiant aux membres du personnel en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité à des fins thérapeutiques; ».

TITRE XII. — Dispositions accordant une allocation de fin d'année aux membres des personnels de l'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française

Art. 131. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1^o "rémunération" : tout traitement, salaire ou indemnité tenant lieu de traitement ou de salaire, compte non tenu des augmentations ou des diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation;

2^o "rétribution" : la rémunération telle qu'elle est visée au 1^o augmentée éventuellement de l'allocation de foyer ou de résidence;

3^o "rétribution brute" : la rétribution telle qu'elle est visée au 2^o, compte tenu des augmentations ou des diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation;

4^o "prestations complètes" : les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale;

5^o "période de référence", la période qui s'étend du 1^{er} janvier au 30 septembre de l'année considérée.

Lorsqu'il s'agit d'agents définitifs, d'agents stagiaires ou temporaires de l'enseignement qui, au cours de l'année scolaire considérée, ont effectué des prestations en qualité d'agent temporaire, la période de référence est l'année scolaire ou l'année académique considérée.

Art. 132. Dans la mesure prévue par les dispositions du présent décret, sont soumis à ces dispositions les membres des personnels qui appartiennent ou ont appartenu pendant tout ou partie de la période de référence :

1^o aux établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire, de promotion sociale et supérieur;

2^o aux internats dépendant de ces établissements, des internats autonomes et des homes d'accueil;

3^o au Service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, à l'exclusion du Service général de l'Inspection créé par le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques;

4^o aux centres de formation, des centres techniques et des centres de dépaysement et de plein air;

5^o aux centres psycho-médico-sociaux;

6^o aux établissements universitaires visés par le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'Enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Art. 133. § 1^{er}. Bénéficie de la totalité du montant de l'allocation prévue à l'article 135, l'intéressé qui, en tant que titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes, a bénéficié de la totalité de sa rémunération pendant toute la durée de la période de référence.

§ 2. Lorsque l'intéressé n'a pas bénéficié de la totalité de sa rémunération visée au § 1^{er}, en tant que titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes ou des prestations incomplètes, le montant de l'allocation est réduit au prorata de la rémunération qu'il a effectivement perçue;

§ 3. Si durant la période de référence, l'intéressé, titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes ou incomplètes :

1^o a bénéficié d'un congé parental;

2^o n'a pu entrer en fonction ou a suspendu ses fonctions à cause des obligations lui incombant en vertu des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, ou des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, à l'exclusion dans les deux cas du rappel par mesure disciplinaire, ces périodes sont assimilées à des périodes durant lesquelles il a bénéficié de la totalité de sa rémunération.

Art. 134. § 1^{er}. Lorsque les membres du personnel cumulent dans le secteur public deux ou plusieurs fonctions comportant des prestations complètes ou incomplètes, le montant des allocations de fin d'année qui leur est octroyé de ce chef, ne peut être supérieur au montant correspondant à l'allocation la plus élevée, qui est obtenu lorsque les allocations de toutes les fonctions sont calculées sur base de prestations complètes.

§ 2. Si le montant visé au § 1^{er} est dépassé, la partie excédentaire est soustraite de l'allocation de fin d'année ou des allocations de fin d'année qui, calculées sur base de prestations complètes, sont les moins élevées en commençant par la plus basse.

§ 3. Le membre du personnel qui cumule des allocations de fin d'année est tenu de communiquer par une déclaration sur l'honneur, aux services du personnel dont il dépend, les fonctions qu'il exerce en cumul.

Toute infraction à l'alinéa précédent peut entraîner des peines disciplinaires.

Art. 135. § 1^{er}. Le montant de l'allocation de fin d'année est composé d'une partie forfaitaire et d'une partie variable.

§ 2. Le montant de l'allocation de fin d'année est calculé comme suit :

1^o pour la partie forfaitaire : le montant correspondant pour le mois d'octobre de l'année considérée au montant de :

— 330,85 euros, pour l'année 2009;

— 339,29 euros, pour l'année 2010;

— 469,87 euros, pour l'année 2011;

— 80 euros ajoutés au montant de la partie forfaitaire de l'allocation de fin d'année pour 2011 tel qu'indexé sur base du rapport entre l'indice santé en octobre de l'année 2012 et en octobre de 2011, pour l'année 2012;

— la partie forfaitaire de l'allocation de fin d'année pour 2012 tel qu'indexé sur base du rapport entre l'indice santé en octobre de l'année concernée et en octobre de 2012, à partir de l'année 2013;

2° pour la partie variable : la partie variable s'élève à 2,5 p.c. de la rétribution annuelle brute qui a servi de base au calcul de la rétribution due au bénéficiaire pour le mois d'octobre de l'année considérée.

§ 3. Si l'intéressé n'a pas bénéficié de sa rétribution pour le mois d'octobre de l'année considérée, la rétribution annuelle brute à prendre en considération pour le calcul de la partie variable de l'allocation, est celle qui aurait servi de base pour calculer sa rétribution pour ce mois, si celle-ci avait été due.

Art. 136. L'allocation de fin d'année est soumise aux retenues prévues en application des dispositions de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, sauf pour les bénéficiaires qui sont soumis exclusivement au régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des soins de santé, pour lesquels la cotisation du secteur des soins de santé est due sur le montant de la partie fixe de l'allocation de fin d'année qui est supérieur au montant de 1990.

Art. 137. L'allocation de fin d'année est payée en une fois au cours du mois de décembre de l'année considérée.

Art. 138. La liquidation et le paiement de l'allocation de fin d'année incombent au ministère ou au service qui a ou aurait été chargé de liquider et de payer la rémunération au bénéficiaire, soit pour le dernier mois de la période de référence, soit pour la première partie de ce mois si celui-ci comprend plusieurs parties que différencie l'imputation budgétaire de la rémunération.

Art. 139. A l'article 2 de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, tel que modifié, sont supprimés :

— au 1°, les mots « y compris les établissements d'enseignement de l'Etat »;

— le 2°.

TITRE XIII. — Modifications de diverses dispositions en matière d'enseignement

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Art. 140. A l'article 28, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les mots « qui sont belges ou ressortissants d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, sauf dérogation accordée par l'exécutif » sont abrogés.

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux*

Art. 141. A l'article 2 de la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, il est inséré un § 1^{er}bis rédigé comme suit :

« § 1^{er}bis. Les 18 centres dont la population compte le plus grand nombre d'élèves auxquels est appliqué le coefficient multiplicateur trois en vertu du § 1^{er}, 1°, alinéa 3, bénéficient chacun d'une demi-charge complémentaire. ».

CHAPITRE III. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 19 juin 1967 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès de certains membres du personnel ressortissant au Ministère de l'Education nationale et de la Culture*

Art. 142. A l'article 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté royal du 19 juin 1967 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès de certains membres du personnel ressortissant au Ministère de l'Education nationale et de la Culture, tel que complété par le décret du 4 mai 2005, les mots " ainsi qu'aux membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat soumis à l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat" sont insérés après les mots " Instruction publique".

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements*

Art. 143. A l'article 11^{ter} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, les mots « un diplôme de bachelier de l'enseignement supérieur de plein exercice ou de promotion sociale de la catégorie sociale ou pédagogique complété par un Certificat d'aptitudes pédagogiques ou un Certificat d'aptitudes pédagogiques à l'enseignement supérieur » sont remplacés par les mots « un diplôme de bachelier de l'enseignement supérieur de plein exercice ou de promotion sociale de la catégorie sociale ou pédagogique complété par le certificat d'aptitudes pédagogiques approprié à l'enseignement supérieur ou un diplôme de bachelier de l'enseignement supérieur de plein exercice ou de promotion sociale de la catégorie sociale complété par le certificat d'aptitudes pédagogiques ou un diplôme de bachelier de l'enseignement supérieur de plein exercice ou de promotion sociale de la catégorie pédagogique. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat*

Art. 144. A l'article 16, a), de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, les termes « ou incomplètes » sont ajoutés après le terme « complètes ».

Art. 145. L'article 16, b), du même arrêté est abrogé.

Art. 146. L'article 16, c), du même arrêté est abrogé.

Art. 147. L'article 16, d), du même arrêté est abrogé.

Art. 148. L'article 30 du même arrêté est abrogé.

CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise*

Art. 149. A l'article 2 de l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise, est inséré un chapitre *Dbis* libellé comme suit :

« CHAPITRE *Dbis*. — *Du personnel des établissements d'enseignement de promotion sociale*

Coordinateur qualité

porteur d'un diplôme de Master complété par le Certificat d'aptitudes pédagogiques approprié à l'enseignement supérieur 1 /20 de 422

porteur du diplôme d'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur ou porteur d'un diplôme de Master complété par le Certificat d'aptitudes pédagogiques 1 /20 de 415

autres titres :

Master : 1/20 de 411

Bachelier : 1/20 de 216

Conseiller à la formation

porteur d'un diplôme de Master complété par le Certificat d'aptitudes pédagogiques approprié à l'enseignement supérieur 1/20 de 422

porteur du diplôme d'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur ou porteur d'un diplôme de Master complété par le certificat d'aptitudes pédagogiques : 1/20 de 415

porteur d'un diplôme de Bachelier de la catégorie sociale ou pédagogique complété par le Certificat d'aptitudes pédagogiques approprié à l'enseignement supérieur 1/20 de 249

porteur d'un diplôme de Bachelier de la catégorie sociale complété par le Certificat d'aptitudes pédagogiques ou porteur d'un diplôme de Bachelier de la catégorie pédagogique 1/20 de 245

porteur d'autres titres

Master : 1/20 de 411

Bachelier : 1/20 de 216 ».

CHAPITRE VII. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale*

Art. 150. A l'article 11 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale tel que modifié, le point *Cbis* est remplacé par ce qui suit :

Coordinateur qualité

Le diplôme de master Groupe A AESS (TR) - biennale

Le diplôme de bachelier Groupe B AESI (TR)

Conseiller à la formation

Le diplôme de master Groupe A AESS (TR) biennale

Le diplôme de bachelier Groupe B AESI (TR)

CHAPITRE VIII. — *Disposition modifiant la loi du 24 décembre 1976 relative aux dispositions budgétaires 1976 -1977*

Art. 151. A l'article 76 de la loi du 24 décembre 1976 relative aux dispositions budgétaires 1976-1977, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation au 2° de l'alinéa précédent, les membres du personnel de l'enseignement visés audit alinéa et bénéficiant d'une pension de retraite peuvent être :

1° désignés, à leur demande et en cas d'accord du pouvoir organisateur, à titre temporaire dans une fonction en pénurie. Cette désignation à titre temporaire ne peut intervenir au-delà de la fin de l'année scolaire au cours de laquelle ils ont atteint l'âge de 67 ans;

2° désignés ou engagés dans l'enseignement de promotion sociale, comme experts au sens des articles 87*bis* et 118 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale. Cette désignation à titre temporaire ne peut intervenir au-delà de la fin de l'année scolaire au cours de laquelle ils ont atteint l'âge de 70 ans ».

CHAPITRE IX. — *Disposition modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux*

Art. 152. Dans l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux :

1° au § 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Pour déterminer la fraction visée à l'alinéa précédent, l'ensemble des fonctions prestées dans l'enseignement organisé et/ou subventionné sont additionnées. ».

2° au § 6, les termes « et 4ter/1 » sont insérés après les termes « 4ter ».

Art. 153. A l'article 4 § 2ter alinéa 2 du même arrêté, les termes « et 4ter/1 » sont insérés après les termes « 4ter ».

CHAPITRE X. — *Disposition modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale*

Art. 154. A l'article 91/5, § 4, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'inséré par le décret du 20 juin 2013 portant diverses mesures en matière d'enseignement de promotion sociale, définissant ses organes de pilotage et intégrant l'e-learning dans son offre d'enseignement, les mots « Par dérogation à l'article 91quinquies, § 2, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « Par dérogation à l'article 91/4, § 2, alinéa 2 ».

CHAPITRE XI. — *Disposition modifiant le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné*

Art. 155. Le paragraphe 3 de l'article 34quater du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné est complété par les alinéas suivants :

« Les pouvoirs organisateurs de l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire et spécialisé sont tenus de communiquer aux Commissions zonales d'affectation, pour le 15 mars au plus tard, la liste des emplois vacants arrêtée à la date du 1er février de l'année scolaire en cours.

L'affectation d'un membre du personnel bénéficiant de la priorité conférée par l'article 29quater, 2° effectuée au cours d'une année scolaire est reconduite automatiquement l'année scolaire suivante au sein de l'établissement où l'affectation a eu lieu.

Elle cessera toutefois ses effets à partir du moment où :

1° le pouvoir organisateur peut attribuer l'emploi définitivement vacant à un membre du personnel temporaire qui totalise 2 160 jours d'ancienneté de service auprès du pouvoir organisateur;

2° la Commission zonale d'affectation aura, avant le 15 avril et à la demande conjointe du Pouvoir organisateur et du membre du personnel, mis fin à l'affectation, suivant des modalités fixées par la commission paritaire centrale;

3° la Commission zonale d'affectation aura, avant le 15 avril et à la demande du membre du personnel, mis fin à l'affectation, suivant des modalités fixées par la commission paritaire centrale;

4° la Commission zonale d'affectation aura, avant le 15 avril et à la demande du Pouvoir organisateur, mis fin à l'affectation, suivant des modalités fixées par la commission paritaire centrale, en cas de non-respect des articles 14 et 21 du présent décret;

5° le membre du personnel bénéficiant de la priorité précitée remplit les conditions pour bénéficier d'un nouvel engagement à titre définitif dans sa nouvelle fonction et qu'il n'utilise pas la faculté qui lui est offerte de répondre positivement à une offre d'engagement à titre définitif lancée par le pouvoir organisateur où il a été affecté. ».

CHAPITRE XII. — *Disposition modifiant le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 156. A l'article 6, § 1er, 1er alinéa, du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, il est inséré un 7° comme suit :

« ou

7° s'exerce au sein d'un établissement organisé ou subventionné par la Communauté flamande ou la Communauté germanophone ».

Art. 157. L'article 7, alinéa 1er du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, est remplacé par ce qui suit :

« Les congés pour mission accordés aux membres du personnel remplacés par des ACS ou des APE ne sont pas compris dans le nombre global visé aux articles 5, § 2, et 6, § 4. Leur nombre par réseau ne peut être supérieur à un pourcentage du nombre d'ACS ou d'APE accordé au réseau. ».

Art. 158. A l'article 14 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, il est inséré un alinéa entre les alinéas 1er et 2 rédigé comme suit :

« Dans ce cas, par dérogation à l'article 5, § 1er, alinéa 2, 1° à 5°, ce congé peut être exercé auprès d'un établissement organisé ou subventionné par la Communauté française.

La mission du membre du personnel visé au présent alinéa doit faire l'objet d'un commun accord entre le pouvoir organisateur et le membre du personnel et doit être adaptée à la situation de santé du membre du personnel. En outre, la mission doit s'inscrire dans le cadre du projet d'établissement et apporter une réelle plus-value pour celui-ci.

Par dérogation à l'article 9, le congé pour mission accordé au membre du personnel visé au présent article ne peut être accordé que pour une durée d'un an maximum, renouvelable par période d'un an maximum. Le renouvellement est soumis à un nouvel avis de l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française du contrôle des absences pour cause de maladie et avis favorable du médecin traitant du membre du personnel. En cas d'avis divergent entre le médecin traitant du membre du personnel et l'organisme chargé par le Gouvernement du contrôle des absences pour cause de maladie, le membre du personnel peut utiliser la procédure d'appel devant un médecin expert telle que décrite aux articles 11 à 17 du décret portant des mesures urgentes en matière d'enseignement du 22 décembre 1994. ».

CHAPITRE XIII. — *Disposition modifiant le décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement*

Art. 159. A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement il est ajouté un point 10° libellé comme suit :

« 10° le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion ».

Art. 160. Un article 17bis libellé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 17bis. – La mesure de disponibilité pour maladie prend fin :

1° soit par la reprise effective des fonctions du membre du personnel dûment constatée par le Pouvoir organisateur ou le chef d'établissement;

2° soit après constatation, par l'organisme de contrôle médical visé par le décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement, que le membre du personnel est apte à reprendre ses fonctions lorsque la reprise effective n'est pas possible en raison des vacances d'été. ».

CHAPITRE XIV. — *Disposition modifiant le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française*

Art. 161. A l'article 191, § 1^{er}, alinéa 1, du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, les mots « Sans préjudice des dispositions du paragraphe 5, » sont supprimés.

Art. 162. Le paragraphe 5 de l'article 191 du même décret est abrogé.

CHAPITRE XV. — *Dispositions modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs*

Art. 163. L'alinéa 1^{er} du § 3 de l'article 61 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Une désignation temporaire dans un emploi de directeur prend fin :

a) d'un commun accord;

b) par décision du pouvoir organisateur, suite à la procédure visée au § 4 du présent article pour le membre du personnel désigné à titre temporaire dans une fonction de directeur;

c) ou par application de l'article 22, alinéa 1^{er} du décret du 6 juin 1994 précité. ».

CHAPITRE XVI. — *Dispositions modifiant le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques*

Art. 164. Dans l'article 45, 6°, du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, les mots « une fonction à prestations complètes ou dans plusieurs fonctions à prestations incomplètes couvrant des prestations complètes » sont remplacés par les mots « une fonction pour au moins une demi-charge ou dans plusieurs fonctions à prestations incomplètes couvrant des prestations pour au moins une demi-charge ».

Art. 165. Un article 96bis rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Art. 96bis. A partir du 1^{er} janvier 2009, tout membre du personnel en activité de service âgé de 57 ans au moins et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit la valeur de ce maximum augmentée de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

A partir du 1^{er} janvier 2009, tout membre du personnel en activité de service âgé de 58 ans au moins et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit la valeur de ce maximum augmentée du double de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement. ».

Art. 166. Les modifications suivantes sont apportées à l'alinéa 1^{er} de l'article 150 :

1° le 3° est complété comme suit :

« Le cas échéant, le poste octroyé dans le cadre des conventions régionales en application des dispositions de l'article 7 du décret du 24 juin 1996 précité, peut permettre l'engagement d'un membre du personnel dans une autre fonction que celle du membre du personnel mis en congé pour mission en vertu de l'article 7 précité. Dans ce cas, des périodes de NTPP peuvent être affectées totalement ou partiellement au remplacement du membre du personnel en congé pour mission. Elles ne peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif. ».

2° le 5° est complété comme suit :

« Lorsque des périodes de NTPP visées au présent point sont attribuées dans le cadre de charges partielles à un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif, les périodes de NTPP permettant le remplacement de ce dernier dans sa fonction d'origine ne peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif. ».

CHAPITRE XVII. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité*

Art. 167. L'alinéa 3 de l'article 14 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité est complété par ce qui suit :

« Le membre du personnel qui refuse la proposition de changement d'affectation alors que la proposition qui lui a été faite l'a été sur base de la liste des établissements qu'il a choisis perd sa priorité.

Le membre du personnel qui accepte l'emploi qui lui est proposé par la Commission zonale d'affectation le notifie par recommandé au Pouvoir organisateur où il est affecté, avec copie pour le Président de la Commission zonale d'affectation, et ce dans les 5 jours ouvrables de la réception de la proposition d'emploi faite par la Commission zonale d'affectation. A défaut de réponse dans ce délai, le membre du personnel est présumé refuser l'emploi qui lui est proposé. ».

TITRE XIV. — *Entrée en vigueur*

Art. 168. Les articles 9 à 17 produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2013.

Les articles 71 et 72 ainsi que 104 à 130 du présent décret entrent en vigueur au 1^{er} septembre 2014.

L'article 103 du présent décret produit ses effets au 1^{er} septembre 2002.

Les articles 131 à 139 produisent leurs effets au 1^{er} décembre 2009.

L'article 157 produit ses effets au 1^{er} septembre 2009.

L'article 154 produit ses effets au 2 août 2013

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale
Mme M.-M. SCHYNS

 Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 646-1. Rapport, n° 646-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 10 avril 2014.

 VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29350]

**11 APRIL 2014. — Decreet houdende verschillende bepalingen
betreffende het statuut van de personeelsleden van het onderwijs (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Oprichting van de Netoverschrijdende commissie voor de statuten

 HOOFDSTUK I. — *De Commissie*

Artikel 1. Er wordt een Netoverschrijdende commissie voor de statuten opgericht, hierna Commissie genoemd.

 HOOFDSTUK II. — *Opdrachten*

Art. 2. De Commissie heeft tot opdracht het bevorderen en uitwerken van afstemmingslijnen tussen de verscheidene statuten van het leerplichtonderwijs, het secundair onderwijs voor sociale promotie en het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan.

Ze wordt meer bijzonder ermee belast :

1° als prioriteit, een unitaire definitie te vinden voor een aantal bestaande begrippen inzake statuut en die niet noodzakelijk dezelfde werkelijkheid inhouden in de verscheidene statuten;

2° de onenigheden inzake interpretatie voor de toepassing van statuten te beslechten;

3° uit eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, voorstellen van afstemming van de verscheidene statuten om de mobiliteit te bevorderen van de leerkrachten met inachtneming van de stabiliteit van de pedagogische teams.

 HOOFDSTUK III. — *Samenstelling en organisatie*

Art. 3. Het voorzitterschap van de Commissie wordt door de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Personeel van het Onderwijs of zijn afgevaardigde waargenomen.

Art. 4. § 1. De Commissie bestaat uit 20 leden :

1° de directeur-generaal van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en een afgevaardigde die hij kiest;

2° de directeur-generaal van het personeel van het gesubsidieerd onderwijs van de Franse Gemeenschap en een afgevaardigde die hij kiest;

3° de adjunct-directeur-generaal van de Algemene dienst Coördinatie, Opvatting en Sociale Betrekkingen en een afgevaardigde die hij kiest;

4° de adjunct-directeur-generaal van de Algemene dienst Statuten en Loopbaan van de personeelsleden van het Onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap en een afgevaardigde die hij kiest;

5° de adjunct-directeur-generaal van de Algemene dienst Statuten, coördinatie van de toepassing van de reglementeringen en geschillenzaken van het personeel van het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en een afgevaardigde die hij kiest;

6° een lid dat het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs vertegenwoordigt;

7° een lid dat het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs vertegenwoordigt;

8° een lid dat het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs vertegenwoordigt;

9° een lid dat het gesubsidieerd officieel onderwijs vertegenwoordigt voor het basis-, gespecialiseerd en kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan;

10° een lid dat het gesubsidieerd officieel onderwijs vertegenwoordigt voor het secundair onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie;

11° vijf leden die de vijf groepen van vakverenigingen vertegenwoordigen ten belope van een gelijk aantal mandaten.

De leden bedoeld bij het vorige lid kunnen vergezeld worden door deskundigen in functie van de punten van de agenda.

§ 2. Het ondervoorzitterschap wordt altemeerend voor een periode van twee jaar waargenomen door de personen bedoeld bij de punten 1° en 2° van paragraaf één. De ondervoorzitter zorgt voor het voorzitterschap van de Commissie als de Voorzitter verhinderd wordt.

Art. 5. De Commissie beschikt over een secretariaat waarvan de samenstelling door de Regering bepaald wordt. Het secretariaat wordt binnen het bestuur ingericht onder het gezag van de voorzitter van de Commissie.

Art. 6. Om de entiteiten bedoeld bij de punten 6° tot 11° toe te laten hun delegatie aan te passen aan de agenda, benoemt de Regering voor elke van deze eenheden een maximaal aantal personen dat gelijk is aan drie maal de leden bepaald voor deze delegatie. Voor de benoeming van deze leden, legt elk betrokken orgaan een lijst met maximum drie keer meer kandidaten als de bepaalde leden aan de Regering.

De leden worden voor een vernieuwbare periode van vier jaar benoemd.

Art. 7. Tijdens haar eerste vergadering bepaalt de Commissie haar huishoudelijk reglement en legt het voor de goedkeuring aan de Regering voor.

De Commissie, volgens nadere regels opgenomen in het huishoudelijk reglement, kan werkgroepen samenstellen en een beroep doen op deskundigen.

De Commissie wordt ertoe gehouden een minimum van 5 vergaderingen per schooljaar in te richten.

Art. 8. § 1. De Commissie beslist op basis van een consensus.

De voorzitter van de Commissie neemt geen deel aan de beslissing.

§ 2. Geen advies noch voorstel kunnen goedgekeurd worden zonder het vaststellen van de effectieve aanwezigheid van de meerderheid van de vakverenigingen en de meerderheid van de leden bedoeld bij artikel 4, § 1, 6° tot 10°.

De voorzitter neemt akte van de aanwezigheid van dit quorum op het begin van de zitting van de Commissie.

Bij gebrek aan dit quorum, roept de Voorzitter een nieuwe vergadering samen binnen een termijn van veertien dagen. Tijdens deze vergadering beslist de Commissie geldig zelfs als het bij het eerste lid bedoelde quorum niet bereikt wordt.

TITEL II. — Wijziging van sommige bepalingen inzake onderwijs ten gevolge van de federale hervorming van de pensioenen

HOOFDSTUK I. — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 9. In artikel 163 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 februari 2011 houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden “de maand waarin hij de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt en 30 dienstjaren telt die in aanmerking komen voor de vaststelling van het rustpensioen” vervangen door de woorden “waarin hij aan de voorwaarden voldoet die vereist worden voor de vaststelling van het recht op een rustpensioen”.

Art. 10. In artikel 165, § 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden “de maand waarin hij de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt en 30 dienstjaren telt die in aanmerking komen voor de vaststelling van het rustpensioen” vervangen door de woorden “waarin hij aan de voorwaarden voldoet die vereist worden voor de vaststelling van het recht op een rustpensioen”.

HOOFDSTUK II. — Wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der inrichtingen voor onderwijs van de Franse Gemeenschap

Art. 11. In artikel 44 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der inrichtingen voor onderwijs van de Franse Gemeenschap, worden de woorden “de maand waarin hij de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt en 30 dienstjaren telt die in aanmerking komen voor de vaststelling van het rustpensioen” vervangen door de woorden “waarin hij aan de voorwaarden voldoet die vereist worden voor de vaststelling van het recht op een rustpensioen”.

Art. 12. In artikel 46 van hetzelfde besluit, worden de woorden “de maand waarin hij de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt en 30 dienstjaren telt die in aanmerking komen voor de vaststelling van het rustpensioen” vervangen door de woorden “waarin hij aan de voorwaarden voldoet die vereist worden voor de vaststelling van het recht op een rustpensioen”.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

Art. 13. In artikel 23 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, worden de woorden “de maand waarin hij de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt en 30 dienstjaren telt die in aanmerking komen voor de vaststelling van het rustpensioen” vervangen door de woorden “waarin hij aan de voorwaarden voldoet die vereist worden voor de vaststelling van het recht op een rustpensioen”.

Art. 14. In artikel 25, eerste lid van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 9 mei 2008, worden de woorden “de maand waarin hij de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt en 30 dienstjaren telt die in aanmerking komen voor de vaststelling van het rustpensioen” vervangen door de woorden “waarin hij aan de voorwaarden voldoet die vereist worden voor de vaststelling van het recht op een rustpensioen”.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)*

Art. 15. In artikel 155 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), worden de woorden “de maand waarin hij de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt en 30 dienstjaren telt die in aanmerking komen voor de vaststelling van het rustpensioen” vervangen door de woorden “waarin hij aan de voorwaarden voldoet die vereist worden voor de vaststelling van het recht op een rustpensioen”.

Art. 16. In artikel 157, eerste lid van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 9 mei 2008, worden de woorden “de maand waarin hij de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt en 30 dienstjaren telt die in aanmerking komen voor de vaststelling van het rustpensioen” vervangen door de woorden “waarin hij aan de voorwaarden voldoet die vereist worden voor de vaststelling van het recht op een rustpensioen”.

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst*

Art. 17. In artikel 75 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst, worden de woorden “de maand waarin hij de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt en 30 dienstjaren telt die in aanmerking komen voor de vaststelling van het rustpensioen” vervangen door de woorden “waarin hij aan de voorwaarden voldoet die vereist worden voor de vaststelling van het recht op een rustpensioen”.

TITEL III. — *Bepalingen tot instelling van de mogelijkheid om een evaluatieverslag uit te brengen omtrent een personeelslid dat een bevorderings- of selectieambt tijdelijk uitoefent*

Art. 18. In de eerste afdeling van hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de als volgt luidende artikelen 75bis en 75ter ingevoegd :

“Art. 75bis. Elk personeelslid dat een selectieambt uitoefent, voor een aanstelling voor bepaalde of onbepaalde duur, wordt geacht zich van zijn opdracht op voldoende wijze te hebben gekwetend zolang het geen ongunstig verslag heeft gekregen van zijn inrichtingshoofd.

Desgevallend, wordt dit ongunstige verslag ten laatste op het einde van elke activiteitsperiode opgesteld.

Het moet voor visum aan het betrokken personeelslid voorgelegd worden en bij zijn persoonlijke dossier gevoegd worden.

Art. 75ter. Het verslag over de dienstprestatie van het personeelslid dat een selectieambt uitoefent, voor een benoeming voor bepaalde of onbepaalde duur, wordt opgesteld volgens het door de Regering bepaalde model.”.

Art. 19. Artikel 83 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 8°, luidend als volgt :

“8° niet het voorwerp te hebben uitgemaakt, in het in aanmerking genomen ambt, gedurende de laatste twee schooljaren, van een ongunstig verslag zoals bedoeld bij artikel 75ter”.

Art. 20. In de eerste afdeling van hoofdstuk VIII van hetzelfde besluit worden de artikelen 91decies, 91undecies en 91duodecies ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 91decies. Elk personeelslid dat een selectieambt uitoefent, voor een aanstelling voor bepaalde of onbepaalde duur, wordt geacht zich van zijn opdracht op voldoende wijze te hebben gekwetend zolang het geen ongunstig verslag heeft gekregen van zijn inrichtingshoofd.

Desgevallend, wordt dit ongunstige verslag ten laatste op het einde van elke activiteitsperiode opgesteld.

Het moet voor visum aan het betrokken personeelslid voorgelegd worden en bij zijn persoonlijke dossier gevoegd worden.

Artikel 91undecies. Elk personeelslid dat :

1° ofwel het ambt van bestuurder van een autonoom internaat uitoefent voor een aanstelling voor bepaalde of onbepaalde duur,

2° ofwel het ambt van directeur uitoefent en dat voor een duur van minder dan één jaar benoemd is,

wordt geacht zich van zijn opdracht op voldoende wijze te hebben gekwetend zolang het geen ongunstig verslag heeft gekregen van de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

Desgevallend, wordt dit ongunstige verslag ten laatste op het einde van elke activiteitsperiode opgesteld.

Het moet voor visum aan het betrokken personeelslid voorgelegd worden en bij zijn persoonlijke dossier gevoegd worden.

Artikel 91*duodecies*. Het verslag over de dienstprestatie van het personeelslid bedoeld bij artikel 91*undecies*, 1° en 2° wordt opgesteld volgens de door de Regering bepaalde modellen.”.

Art. 21. Artikel 97 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt :

“9° niet het voorwerp te hebben uitgemaakt, in het in aanmerking genomen ambt, gedurende de laatste twee schooljaren, van een ongunstig verslag zoals bedoeld bij artikel 91*duodecies*”.

Art. 22. Artikel 8 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt met een 7° aangevuld, luidend als volgt :

“7° niet het voorwerp te hebben uitgemaakt, in het in aanmerking genomen ambt, gedurende de laatste twee schooljaren, van een ongunstig verslag zoals bedoeld bij artikel 91*duodecies* van het koninklijk besluit van 22 maart 1969”.

TITEL IV. — Bepalingen tot uitbreiding van de maatregelen die gericht zijn op de bescherming van slachtoffers van geweldsdaden tot personen die het slachtoffer zijn geweest van pesterijen en ongewenst seksueel gedrag bewezen door een rechterlijke beslissing of op basis een verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk indien een rechtsvordering ook ingediend werd en dit, door een onderzoek dat de voorrang heeft op deze toestanden bij de statutaire operaties

HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 23. In het opschrift van hoofdstuk III*bis* van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden “of van pesterijen” toegevoegd.

Art. 24. Artikel 51*bis* van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Artikel 51*bis*, § 1. Voor de toepassing van hoofdstuk III*bis*, wordt verstaan onder :

1° “gewelddaad” : iedere fysieke en/of psychologische aantasting gepleegd met kwaadwillig opzet, elke agressie van racistische, religieuze of seksistische aard tegen een personeelslid alsook elke beschadiging van zijn goederen door ofwel een leerling, ofwel een derde op aansporing van of met medeplichtigheid van deze laatste, ofwel door een familielid van de leerling of iedere persoon die onder hetzelfde dak woont, in het kader van de dienstuitoefening van het personeelslid of hiermee in rechtstreeks verband staand, ofwel door eender welke andere persoon die niet behoort tot het personeel van de instelling voor zover door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad in rechtstreeks verband staat met de dienstuitoefening;

2° “pesterijen” : pesterijen en ongewenst seksueel gedrag in de zin van artikel 32*ter*, eerste lid, 2° en 3° van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

3° “personeelslid dat het slachtoffer van een gewelddaad is geweest” : het vastbenoemde, prioritair tijdelijk of tijdelijk aangestelde personeelslid, dat door de Regeringsdienst bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten voordele van het personeel uit de openbare sector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, erkend wordt als slachtoffer van een arbeidsongeval dat het resultaat is van de daad bepaald in 1°;

4° “personeelslid dat het slachtoffer van pesterijen is geweest” : het vastbenoemde of tijdelijk personeelslid dat het slachtoffer van pesterijen is geweest, zoals bepaald in 2°;

§ 2. In de gevallen bedoeld in § 1, 1°, wordt voorrang slechts verleend aan het personeelslid voor zover hij een klacht bij de rechterlijke overheden ingediend heeft.

In de gevallen bedoeld in § 1, 2° wordt voorrang slechts verleend op voorwaarden dat pesterijen erkend werden door een rechterlijke beslissing of door een verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.

§ 3. Wanneer de gewelddaad of pesterijen gepleegd werden buiten de instelling, zal de aanvraag om voorrang slechts in aanmerking worden genomen als de dader van de gewelddaad of pesterijen kan worden geïdentificeerd. Nochtans als de dader van de gewelddaad of pesterijen niet geïdentificeerd kan worden, zal de aanvraag in aanmerking worden genomen voor zover door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad in rechtstreeks verband staat met de dienstuitoefening.”.

Art. 25. In de artikelen 51*ter*, 51*quater*, 51*quinquies*, 51*sexies*, 51*septies* en 51*octies* van hetzelfde besluit, worden de woorden “slachtoffer van een gewelddaad” telkens vervangen door de woorden “ slachtoffer van een gewelddaad of van pesterijen”.

Art. 26. In § 2, artikel 51*ter* van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “voor de geweldtoestand of de erkenning van pesterijen in toestand van pesterijen” ingevoegd tussen de woorden “waarop de feiten zich hebben voorgedaan” en de woorden “een verzoek in om van het stelsel, bepaald in afdeling 2 tot 5”;

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

“In geval het personeelslid door de administratieve gezondheidsdienst tijdelijk arbeidsongeschikt werd bevonden, dient het personeelslid het verzoek bedoeld in het eerste lid in binnen een termijn van een maand nadat het zijn ambt weer heeft opgenomen, behalve in de gevallen waar het Bestuur medische expertise (MEDEX) een ongunstig advies uitbrengt wat betreft het weer opnemen van het ambt in de betrokken instelling.”;

3° het vijfde lid van § 2 wordt vervangen als volgt :

“Bij een gewelddaad wordt een afschrift van de klacht bedoeld in artikel 51*bis*, § 2 hierbij gevoegd, alsook een afschrift van de erkenning van het arbeidsongeval door de dienst van de Regering bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten voordele van het personeel uit de openbare sector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, of ingeval van pesterijen wordt een afschrift hierbij gevoegd van de rechterlijke beslissing of van het verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk waarbij pesterijen en ongewenst seksueel gedrag bewezen worden.”.

Art. 27. In de artikelen 51*quater*, 51*quinquies*, 51*sexies* van hetzelfde besluit worden de woorden “slachtoffer van deze daad” telkens vervangen door de woorden “ slachtoffer van deze gewelddaad of van pesterijen”.

Art. 28. In de artikelen 51*quater*, 51*quinquies*, 51*sexies* van hetzelfde besluit worden de woorden in de Franse tekst “consécutive à cet acte” telkens vervangen door de woorden “consécutive à cet acte de violence ou à ce harcèlement”.

Art. 29. In de artikelen 51*septies* en 51*octies* van hetzelfde besluit worden de woorden “van de gewelddaad” telkens vervangen door de woorden “van de gewelddaad of van pesterijen”.

Art. 30. In artikel 51*nonies* van hetzelfde besluit worden de woorden “in artikel 51*bis*, tweede lid, van dit besluit” vervangen door de woorden “in artikel 51*bis*, § 1, 3°, van dit besluit”.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst godsdienst der inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap

Art. 31. In het opschrift van hoofdstuk VIII*ter* van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst godsdienst der inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap, worden de woorden “of van pesterijen” toegevoegd.

Art. 32. Artikel 37*quater* van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Artikel 37*quater*, § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° “gewelddaad” : iedere fysieke en/of psychologische aantasting gepleegd met kwaadwillig opzet, elke agressie van racistische, religieuze of seksistische aard tegen een personeelslid alsook elke beschadiging van zijn goederen door ofwel een leerling, ofwel een derde op aansporing van of met medeplichtigheid van deze laatste, ofwel door een familielid van de leerling of iedere persoon die onder hetzelfde dak woont, in het kader van de dienstuitoefening van het personeelslid of hiermee in rechtstreeks verband staand, ofwel door eender welke andere persoon die niet behoort tot het personeel van de instelling voor zover door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad in rechtstreeks verband staat met de dienstuitoefening;

2° “pesterijen” : pesterijen en ongewenst seksueel gedrag in de zin van artikel 32*ter*, eerste lid, 2° en 3° van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

3° “personeelslid dat het slachtoffer van een gewelddaad is geweest” : het vastbenoemde, stagedoende of tijdelijk aangestelde personeelslid, dat door de Regeringsdienst bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten voordele van het personeel uit de openbare sector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, erkend wordt als slachtoffer van een arbeidsongeval dat het resultaat is van de daad bepaald in § 1, 1°;

4° “personeelslid dat het slachtoffer van pesterijen is geweest” : het vastbenoemde of tijdelijk personeelslid dat het slachtoffer van pesterijen is geweest, zoals bepaald in § 1, 2°;

§ 2. In de gevallen bedoeld in § 1, 1° zijn de artikelen 37*sexies* tot 37*decies* slechts van toepassing op het personeelslid voor zover het een klacht bij de rechterlijke overheden ingediend heeft.

In de gevallen bedoeld in § 1, 2° zijn de artikelen 37*sexies* tot 37*decies* slechts van toepassing op het personeelslid voor zover pesterijen erkend werden door een rechterlijke beslissing of door een verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.

§ 3. Wanneer de gewelddaad of pesterijen gepleegd werden buiten de instelling, zal de aanvraag om voorrang slechts in aanmerking worden genomen als de dader van de gewelddaad of pesterijen kan worden geïdentificeerd. Nochtans als de dader van de gewelddaad of pesterijen niet geïdentificeerd kan worden, zal de aanvraag in aanmerking worden genomen voor zover door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad in rechtstreeks verband staat met de dienstuitoefening.”.

Art. 33. In de artikelen 37*quinquies*, 37*sexies*, 37*septies*, 37*octies* en 37*decies* van hetzelfde besluit worden de woorden “slachtoffer van een gewelddaad” telkens vervangen door de woorden “slachtoffer van een gewelddaad of van pesterijen”.

Art. 34. In artikel 37*quiquies*, § 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “waarop de feiten zich hebben voorgedaan” worden vervangen door de woorden “waarop de feiten zich hebben voorgedaan voor de geweldtoestand of de erkenning van pesterijen in toestand van pesterijen”;

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

In geval het personeelslid door de administratieve gezondheidsdienst tijdelijk arbeidsongeschikt werd bevonden, dient het personeelslid het verzoek bedoeld in het eerste lid in binnen een termijn van een maand nadat hij zijn ambt weer heeft opgenomen, behalve in de gevallen waar het Bestuur medische expertise een ongunstig advies uitbrengt wat betreft het weer opnemen/de hervatting van het ambt in de betrokken instelling.”;

3° in het zesde lid worden de woorden “Ingeval van een gewelddaad,” ingevoegd voor de woorden “een afschrift van de klacht”.

4° er wordt een zevende lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Bij pesterijen wordt bij de aanvraag een afschrift gevoegd van de rechterlijke beslissing of van het verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk waarbij pesterijen en ongewenst seksueel gedrag bewezen worden.”.

Art. 35. In de artikelen 37*sexies* tot 37*octies* van hetzelfde besluit worden de woorden “naar aanleiding van dit voorval” telkens vervangen door de woorden “naar aanleiding van deze gewelddaad of van pesterijen”.

Art. 36. In de artikelen 37*sexies* tot 37*octies* van hetzelfde besluit worden de woorden “slachtoffer van deze daad” telkens vervangen door de woorden “slachtoffer van deze gewelddaad of van pesterijen”.

Art. 37. In artikel 37*undecies* van hetzelfde besluit worden de woorden “in artikel 37*quater*, tweede lid” vervangen door de woorden “in artikel 37*quater*, § 1, 3°, van dit besluit”.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs*

Art. 38. In artikel 27*ter* van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, worden de woorden “in § 2 van artikel 34*quinquies*” vervangen door de woorden “in 1°, § 2 van artikel 34*quinquies*”.

Art. 39. In artikel 34*quinquies* van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

“§ 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° “gewelddaad” : iedere fysieke en/of psychologische aantasting gepleegd met kwaadwillig opzet, elke agressie van racistische, religieuze of seksistische aard tegen een personeelslid alsook elke beschadiging van zijn goederen door ofwel een leerling, ofwel een derde op aansporing van of met medeplichtigheid van deze laatste, ofwel door een familielid van de leerling of iedere persoon die onder hetzelfde dak woont, in het kader van de dienstuitoefening van het personeelslid of hiermee in rechtstreeks verband staand, ofwel door eender welke andere persoon die niet behoort tot het personeel van de instelling voor zover door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad in rechtstreeks verband staat met de dienstuitoefening;

2° “pesterijen” : pesterijen en ongewenst seksueel gedrag in de zin van artikel 32*ter*, eerste lid, 2° en 3° van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.

In de gevallen bedoeld in 1°, wordt voorrang slechts verleend aan het personeelslid dat een klacht bij de rechterlijke overheden ingediend heeft.

In de gevallen bedoeld in 2° wordt voorrang slechts verleend aan het personeelslid op voorwaarden dat pesterijen erkend werden door een rechterlijke beslissing of door een verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.

Wanneer de gewelddaad of pesterijen gepleegd werden buiten de instelling, zal de aanvraag om voorrang slechts in aanmerking worden genomen als de dader van de gewelddaad of pesterijen kan worden geïdentificeerd. Nochtans als de dader van de gewelddaad of pesterijen niet geïdentificeerd kan worden, zal de aanvraag in aanmerking worden genomen voor zover door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad in rechtstreeks verband staat met de dienstuitoefening.”.

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. Wordt verstaan onder :

1° “personeelslid dat het slachtoffer van een gewelddaad is geweest” : het vastbenoemde, of tijdelijk aangestelde personeelslid, dat door de Regeringsdienst bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten voordele van het personeel uit de openbare sector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, erkend wordt als slachtoffer van een arbeidsongeval dat het resultaat is van de daad bepaald in § 1, 1°;

2° “personeelslid dat het slachtoffer van pesterijen is geweest” : het vastbenoemde of tijdelijk personeelslid dat het slachtoffer van pesterijen is geweest, zoals bepaald in § 1, 2°.”;

3° in § 3 worden de woorden “slachtoffer van een gewelddaad of van pesterijen” ingevoegd tussen het woord “personeelslid” en de woorden “dat voldoet aan”.

4° in § 4 :

a) in het eerste lid worden de woorden “voor de gewelddaad of de erkenning van pesterijen in toestand van pesterijen” ingevoegd tussen de woorden “waarop de feiten zich hebben voorgedaan” en de woorden “een verzoek tot voorrang in bij, naar het geval, het directoraat-generaal”;

b) in het tweede lid worden de woorden “behalve in de gevallen waar het Bestuur medische expertise (MEDEX) een ongunstig advies uitbrengt wat betreft het weer opnemen van het ambt in de betrokken instelling.”, ingevoegd tussen de woorden “naar het geval” en de woorden “binnen diezelfde termijn”;

c) in het derde lid worden de woorden “Bij een gewelddaad” ingevoegd voor de woorden “Een afschrift van de klacht”. Er wordt een nieuw vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Bij pesterijen wordt bij de aanvraag een afschrift gevoegd van de rechterlijke beslissing of van het verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk waarbij pesterijen en ongewenst seksueel gedrag bewezen worden.”.

5° in § 6 wordt het zesde lid vervangen als volgt :

“Tijdens het schooljaar volgend op het jaar tijdens hetwelk het personeelslid in de omstandigheden verkeerde om de voorrang bedoeld in onderhavige paragraaf te genieten, kan het personeelslid niet opnieuw tijdelijk worden aangesteld in de instelling waar het personeelslid het slachtoffer van de gewelddaad of pesterijen is geweest, behoudens wanneer het daar om verzoekt en op voorwaarde dat het door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, onbekwaam werd bevonden om zijn ambt in de instelling waar hij slachtoffer van een gewelddaad of pesterijen is geweest, verder uit te oefenen.

6° in § 8 worden de woorden “of van pesterijen” ingevoegd tussen de woorden “van een gewelddaad ” en de woorden « was ten gevolge hiervan”.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs*

Art. 40. In het opschrift van afdeling 5 van hoofdstuk III van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, worden de woorden "van pesterijen" toegevoegd.

Art. 41. De §§ 1 en 2 van artikel 36*bis* van hetzelfde decreet worden vervangen als volgt :

§ 1. Voor de toepassing van afdeling 5 wordt verstaan onder :

1° "gewelddaad" : iedere fysieke en/of psychologische aantasting gepleegd met kwaadwillig opzet, elke agressie van racistische, religieuze of seksistische aard tegen een personeelslid alsook elke beschadiging van zijn goederen door ofwel een leerling, ofwel een derde op aansporing van of met medeplichtigheid van deze laatste, ofwel door een familielid van de leerling of iedere persoon die onder hetzelfde dak woont, in het kader van de dienstuitoefening van het personeelslid of hiermee in rechtstreeks verband staand, ofwel door eender welke andere persoon die niet behoort tot het personeel van de instelling voor zover door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad in rechtstreeks verband staat met de dienstuitoefening;

2° "pesterijen" : pesterijen en ongewenst seksueel gedrag in de zin van artikel 32*ter*, eerste lid, 2° en 3° van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

3° "personeelslid dat het slachtoffer van een gewelddaad is geweest" : het vastbenoemde of tijdelijk aangestelde personeelslid, dat door de Regeringsdienst bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten voordele van het personeel uit de openbare sector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, erkend wordt als slachtoffer van een arbeidsongeval dat het resultaat is van de daad bepaald in 1°;

4° "personeelslid dat het slachtoffer van pesterijen is geweest" : het vastbenoemde of tijdelijk personeelslid dat het slachtoffer van pesterijen is geweest, zoals bepaald in 2°.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1° wordt voorrang bedoeld in § 2 slechts verleend aan het personeelslid op voorwaarde dat het een klacht bij de rechterlijke overheden ingediend heeft.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 2° wordt voorrang bedoeld in § 2 slechts verleend aan het personeelslid op voorwaarden dat pesterijen erkend werden door een rechterlijke beslissing of door een verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.

Wanneer de gewelddaad of pesterijen gepleegd werden buiten de instelling, zal de aanvraag om voorrang slechts in aanmerking worden genomen als de dader van de gewelddaad of pesterijen kan worden geïdentificeerd of, bij gebreke hieraan, als het verband tussen de gewelddaad en de onderwijsactiviteit bewezen kan worden.

§ 2. De personeelsleden bedoeld in § 1 genieten een voorrang bepaald overeenkomstig onderafdeling 2 voor wat betreft het niet-prioritair tijdelijk personeelslid, onderafdeling 3 voor wat betreft het prioritair tijdelijk personeelslid en onderafdeling 4 voor het vastbenoemde personeelslid.

Als het personeelslid door de administratieve gezondheidsdienst niet tijdelijk arbeidsongeschikt werd bevonden en behoudens behoorlijk gerechtvaardigde overmacht, dient het een verzoek voor voorrang in bij de algemene directie leerplichtonderwijs of de algemene directie niet-verplicht onderwijs, bij een aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst binnen een termijn van dertig dagen na de dag waarop de feiten zich hebben voorgedaan voor gewelddoestand of erkenning van pesterijen in toestand van pesterijen voor pesterijen bij de algemene directie van het verplicht onderwijs of de algemene directie van het niet-verplicht onderwijs, naargelang het geval. Binnen diezelfde termijn stuurt hij eveneens bij een aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst een afschrift van dit verzoek aan zijn inrichtende macht. De algemene directie van het leerplichtonderwijs of de algemene directie van het niet-verplicht onderwijs, naar het geval, gaan na of de toepassingsvoorwaarden van onderhavig decreet zijn nageleefd, zich daarbij steunend op alle bijkomende informatie die zij nuttig achten.

In geval het personeelslid door de administratieve gezondheidsdienst tijdelijk arbeidsongeschikt werd bevonden, dient het binnen een termijn van dertig dagen nadat het zijn ambt weer heeft opgenomen, het verzoek bedoeld in voorgaand lid in bij, naar het geval, de algemene directie van het leerplichtonderwijs of de algemene directie van het niet-verplicht onderwijs, naargelang het geval, behalve in de gevallen waar het Bestuur medische expertise (MEDEX) een ongunstig advies uitbrengt wat betreft het weer opnemen van het ambt in de betrokken instelling. Binnen diezelfde termijn stuurt het eveneens bij een aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst een afschrift van dit verzoek aan zijn inrichtende macht. De algemene directie van het leerplichtonderwijs of de algemene directie van het niet-verplicht onderwijs, naar het geval, gaan na of de toepassingsvoorwaarden van onderhavig decreet zijn nageleefd, zich daarbij steunend op alle bijkomende informatie die zij nuttig achten.

Bij een gewelddaad wordt een afschrift van de klacht bedoeld in § 1, tweede lid, bij de aanvraag gevoegd, alsook een afschrift van de erkenning van het arbeidsongeval door de dienst van de Regering bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten voordele van het personeel uit de openbare sector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk.

Bij pesterijen wordt bij de aanvraag een afschrift gevoegd van de rechterlijke beslissing of van het verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk waarbij pesterijen en ongewenst seksueel gedrag bewezen worden."

Art. 42. In artikel 36*ter* van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 :

a) In het eerste lid worden de woorden "of van pesterijen" ingevoegd tussen de woorden "gewelddaad" en de woorden "kan onder de voorwaarden bedoeld in onderafdeling één,";

b) In het derde lid worden de woorden "van pesterijen" ingevoegd tussen de woorden "gewelddaad" en de woorden "worden opgelegd op voorwaarde dat".

2° in § 2, b) worden de woorden "of van pesterijen" toegevoegd;

3° in § 5 worden de woorden "of van de erkenning van pesterijen" ingevoegd tussen de woorden "gewelddaad" en de woorden "arbeidsongeschikt werd bevonden";

4° § 6 wordt vervangen als volgt :

“§ 6. Tijdens het schooljaar volgend op het jaar tijdens hetwelk het personeelslid in de omstandigheden verkeerde om de voorrang bedoeld in onderhavig artikel te genieten, kan het tijdelijk personeelslid niet opnieuw worden aangesteld in de instelling waar het personeelslid het slachtoffer van de gewelddaad of pesterijen is geweest, behoudens wanneer het daar om verzoekt en op voorwaarde dat het door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, onbekwaam werd bevonden om zijn ambt in de instelling waar hij slachtoffer van een gewelddaad of pesterijen is geweest, verder uit te oefenen.”.

Art. 43. In de artikelen 36*quater* en 36*quinquies* van hetzelfde decreet worden de woorden “slachtoffer van een gewelddaad” telkens vervangen door de woorden “slachtoffer van een gewelddaad of pesterijen”.

Art. 44. In artikel 36*quater* van hetzelfde decreet worden de woorden “ten gevolge van de gewelddaad” telkens vervangen door de woorden “ten gevolge van de gewelddaad of van pesterijen”.

Art. 45. In artikel 36*quater* van hetzelfde decreet worden de woorden “slachtoffer van de gewelddaad” telkens vervangen door de woorden “slachtoffer van de gewelddaad of van pesterijen” .

Art. 46. In artikel 36*sexies* van hetzelfde decreet worden de woorden “in artikel 36*bis*, tweede lid” vervangen door de woorden “in artikel 36*bis*, § 1, eerste lid, 3°”.

HOOFDSTUK V — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinstellingen ingericht door de Franse Gemeenschap

Art. 47. In het opschrift van hoofdstuk VI van Titel II van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinstellingen ingericht door de Franse Gemeenschap, worden de woorden “of van pesterijen” toegevoegd.

Art. 48. Artikel 89 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Artikel 89, § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° “gewelddaad” : iedere fysieke en/of psychologische aantasting gepleegd met kwaadwillig opzet, elke agressie van racistische, religieuze of seksistische aard tegen een administratief personeelslid alsook elke beschadiging van zijn goederen door ofwel een leerling, ofwel een derde op aansporing van of met medeplichtigheid van deze laatste, ofwel door een familielid van de leerling of iedere persoon die onder hetzelfde dak woont, in het kader van de dienstuitoefening van het administratief personeelslid of hiermee in rechtstreeks verband staand, ofwel door eender welke andere persoon die niet behoort tot het personeel van de instelling voor zover door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad in rechtstreeks verband staat met de dienstuitoefening;

2° “pesterijen” : pesterijen en ongewenst seksueel gedrag in de zin van artikel 32*ter*, eerste lid, 2° en 3° van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

3° “administratief personeelslid dat het slachtoffer van een gewelddaad is geweest” : het vastbenoemde, stagedoende of tijdelijk aangestelde administratief personeelslid, dat door de Regeringsdienst bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten voordele van het personeel uit de openbare sector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, erkend wordt als slachtoffer van een arbeidsongeval dat het resultaat is van de daad bepaald in 1°;

4° “administratief personeelslid dat het slachtoffer van pesterijen is geweest” : het vastbenoemde of tijdelijk personeelslid dat het slachtoffer van pesterijen is geweest, zoals bepaald in het eerste lid, 2°.

§ 2. In de gevallen bedoeld in § 1, 1° zijn de artikelen 91 tot 95 slechts van toepassing op het personeelslid voor zover hij een klacht bij de rechterlijke overheden heeft ingediend.

In de gevallen bedoeld in § 1, 2° zijn de artikelen 91 tot 95 slechts van toepassing op het personeelslid voor zover pesterijen erkend werden door een rechterlijke beslissing of door een verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.

§ 3. Wanneer de gewelddaad of pesterijen gepleegd werden buiten de instelling, zal de aanvraag om voorrang slechts in aanmerking worden genomen als de dader van de gewelddaad of pesterijen kan worden geïdentificeerd. Nochtans als de dader van de gewelddaad of pesterijen niet geïdentificeerd kan worden, zal de aanvraag in aanmerking worden genomen voor zover door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad in rechtstreeks verband staat met de dienstuitoefening.”.

§ 4. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de Hogescholen en de Hogere Kunstschole georganiseerd door de Franse Gemeenschap, noch op het Hoger Instituut voor architectuur georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 49. In de artikelen 90, 91, 92, 93, 237 en 239 van hetzelfde decreet worden de woorden “slachtoffer van een gewelddaad” telkens vervangen door de woorden “slachtoffer van een gewelddaad of van pesterijen”.

Art. 50. In § 2 van artikel 90 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “voor de gewelddaad of de erkenning van pesterijen in toestand van pesterijen” ingevoegd tussen de woorden “vanaf het voorvallen van de feiten” en de woorden “ bij de algemene directie”;

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

“In geval het administratief personeelslid door de administratieve gezondheidsdienst tijdelijk arbeidsongeschikt werd bevonden, dient het binnen een termijn van één maand nadat het zijn ambt weer heeft opgenomen, het verzoek bedoeld in het eerste lid in, behalve in de gevallen waar het Bestuur medische expertise (MEDEX) een ongunstig advies uitbrengt wat betreft het weer opnemen van het ambt in de betrokken instelling. “;

3° in het vijfde lid worden de woorden “Bij de gewelddaad” ingevoegd vóór de woorden “Een afschrift van de klacht”;

4° er wordt een nieuw zesde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Bij pesterijen wordt bij de aanvraag een afschrift gevoegd van de rechterlijke beslissing of van het verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk waarbij pesterijen en ongewenst seksueel gedrag bewezen worden.”.

Art. 51. In de artikelen 91 tot 93 van hetzelfde decreet worden de woorden “ten gevolge van deze gewelddaad” telkens vervangen door de woorden “ten gevolge van deze gewelddaad of van pesterijen”.

Art. 52. In de artikelen 91 tot 93 van hetzelfde decreet worden de woorden “slachtoffer van deze gewelddaad” telkens vervangen door de woorden “slachtoffer van deze gewelddaad of van pesterijen”.

Art. 53. In artikel 95bis van hetzelfde decreet worden de woorden “in artikel 89, tweede lid” vervangen door de woorden “in artikel 89, § 1, 3°”.

Art. 54. In het opschrift van hoofdstuk VI van Titel III van hetzelfde decreet worden de woorden “of van pesterijen” toegevoegd.

Art. 55. Artikel 236 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Artikel 236, § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° “gewelddaad” : iedere fysieke en/of psychologische aantasting gepleegd met kwaadwillig opzet, elke agressie van racistische, religieuze of seksistische aard tegen een vastbenoemd of stagedoend lid van het werkliedenpersoneel alsook elke beschadiging van zijn goederen door ofwel een leerling, ofwel een derde op aansporing van of met medeplichtigheid van deze laatste, ofwel door een familielid van de leerling of iedere persoon die onder hetzelfde dak woont, in het kader van de dienstuitoefening van het lid van het werkliedenpersoneel of hiermee in rechtstreeks verband staand, ofwel door eender welke andere persoon die niet behoort tot het personeel van de instelling voor zover door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad in rechtstreeks verband staat met de dienstuitoefening;

2° “pesterijen” : pesterijen en ongewenst seksueel gedrag in de zin van artikel 32ter, eerste lid, 2° en 3° van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

3° “lid van het werkliedenpersoneel dat het slachtoffer van een gewelddaad is geweest” : het vastbenoemde of stagedoende aangestelde lid van het werkliedenpersoneel, dat door de Regeringsdienst bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten voordele van het personeel uit de openbare sector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, erkend wordt als slachtoffer van een arbeidsongeval dat het resultaat is van de daad bepaald in 1°;

4° “lid van het werkliedenpersoneel dat het slachtoffer van pesterijen is geweest” : het vastbenoemde of tijdelijke personeelslid dat het slachtoffer van pesterijen is geweest, zoals bepaald in het eerste lid, 2°.

§ 2. In de gevallen bedoeld in § 1, 1° zijn de artikelen 238 en 239 slechts van toepassing op het personeelslid voor zover het een klacht bij de rechterlijke overheden heeft ingediend.

In de gevallen bedoeld in § 1, 2° zijn de artikelen 238 en 239 slechts van toepassing op het personeelslid voor zover pesterijen erkend werden door een rechterlijke beslissing of door een verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.

§ 3. Wanneer de gewelddaad of pesterijen gepleegd werden buiten de instelling, zal de aanvraag om voorrang slechts in aanmerking worden genomen als de dader van de gewelddaad of pesterijen kan worden geïdentificeerd. Nochtans als de dader van de gewelddaad of pesterijen niet geïdentificeerd kan worden, zal de aanvraag in aanmerking worden genomen voor zover door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad in rechtstreeks verband staat met de dienstuitoefening.”.

§ 4. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de Hogescholen en de Hogere Kunstscholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, noch op het Hoger Instituut voor architectuur georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 56. In § 2 van artikel 237 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “voor de gewelddaad of de erkenning van pesterijen in toestand van pesterijen” ingevoegd tussen de woorden “vanaf de dag waarop de feiten zich hebben voorgedaan” en de woorden “en richt het, afhankelijk van het geval”;

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

“In het geval dat het lid van het werkliedenpersoneel door de administratieve gezondheidsdienst tijdelijk arbeidsongeschikt werd bevonden, dient het binnen een termijn van één maand nadat het zijn ambt weer heeft opgenomen, het verzoek bedoeld in het eerste lid in, behalve in de gevallen waar het Bestuur medische expertise een ongunstig advies uitbrengt wat betreft het weer opnemen van het ambt in de betrokken instelling”;

3° in het vijfde lid worden de woorden “Bij de gewelddaad” ingevoegd vóór de woorden “Een afschrift van de bedoelde klacht”;

4° er wordt een nieuw zesde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Bij pesterijen wordt bij de aanvraag een afschrift gevoegd van de rechterlijke beslissing of van het verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk waarbij pesterijen en ongewenst seksueel gedrag bewezen worden.”.

Art. 57. In de artikelen 238 en 239 van hetzelfde decreet worden de woorden “van een gewelddaad” telkens vervangen door de woorden “van een gewelddaad of van pesterijen”.

Art. 58. In artikel 239/1 van hetzelfde decreet worden de woorden “in artikel 236, tweede lid” vervangen door de woorden “in artikel 236, § 1, 3°”.

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst*

Art. 59. In het opschrift van hoofdstuk VII van Titel II van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst, worden de woorden “of van pesterijen” toegevoegd.

Art. 60. In artikel 66 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

“1° “gewelddaad” : iedere fysieke en/of psychologische aantasting gepleegd met kwaadwillig opzet, elke agressie van racistische, religieuze of seksistische aard tegen een leermeester godsdienst of een leraar godsdienst alsook elke beschadiging van zijn goederen door ofwel een leerling, ofwel een derde op aansporing van of met medeplichtigheid van deze laatste, ofwel door een familielid van de leerling of iedere persoon die onder hetzelfde dak woont, in het kader van de dienstuitoefening van het personeelslid of hiermee in rechtstreeks verband staand, ofwel door eender welke andere persoon die niet behoort tot het personeel van de instelling voor zover door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad in rechtstreeks verband staat met de dienstuitoefening;

2° “pesterijen” : pesterijen en ongewenst seksueel gedrag in de zin van artikel 32ter, eerste lid, 2° en 3° van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

3° “personeelslid dat het slachtoffer van een gewelddaad is geweest” : de vastbenoemde, prioritair tijdelijk of tijdelijk aangestelde meester godsdienst of leraar godsdienst, die door de Regeringsdienst bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten voordele van het personeel uit de openbare sector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, erkend wordt als slachtoffer van een arbeidsongeval dat het resultaat is van de daad bepaald in 1°;

4° “personeelslid dat het slachtoffer van pesterijen is geweest” : de vastbenoemde, prioritair tijdelijke of tijdelijke leermeester godsdienst of leraar godsdienst die het slachtoffer van pesterijen is geweest, zoals bepaald in het eerste lid, 2°.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1° wordt de voorrang bedoeld in § 2 slechts verleend aan het personeelslid op voorwaarde dat het een klacht bij de rechterlijke overheden ingediend heeft.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 2° wordt de voorrang bedoeld in § 2 slechts verleend aan het personeelslid op voorwaarde dat pesterijen erkend werden door een rechterlijke beslissing of door een verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.

Wanneer de gewelddaad gepleegd werd buiten de instelling, zal de aanvraag om voorrang slechts in aanmerking worden genomen als de dader van de gewelddaad kan worden geïdentificeerd. Nochtans als de dader van de gewelddaad of pesterijen niet geïdentificeerd kan worden, zal de aanvraag in aanmerking worden genomen voor zover door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad in rechtstreeks verband staat met de dienstuitoefening.”.

2° in § 2, tweede lid worden de woorden “waarop de feiten zich hebben voorgedaan” vervangen door de woorden “waarop de feiten zich hebben voorgedaan voor de gewelddoestand of erkenning van pesterijen bij toestand van pesterijen”;

3° het derde lid van § 2 wordt aangevuld als volgt : “behalve in de gevallen waar het Bestuur medische expertise (MEDEX) een ongunstig advies uitbrengt wat betreft het weer opnemen van het ambt in de betrokken instelling”;

4° in het zevende lid worden de woorden “Bij de gewelddaad” ingevoegd vóór de woorden “worden bij de aanvraag gevoegd”;

5° er wordt een nieuw achtste lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Bij pesterijen wordt bij de aanvraag een afschrift gevoegd van de rechterlijke beslissing of van het verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk waarbij pesterijen en ongewenst seksueel gedrag bewezen worden.”.

Art. 61. In de artikelen 66, 67, 68 en 69 van hetzelfde decreet worden de woorden “slachtoffer van een gewelddaad” telkens vervangen door de woorden “slachtoffer van de gewelddaad of van pesterijen”.

Art. 62. In de artikelen 67, 68 en 69 van hetzelfde decreet worden de woorden “slachtoffer van de gewelddaad” telkens vervangen door de woorden “als gevolg van de gewelddaad of van pesterijen”.

Art. 63. In de artikelen 67 en 68 van hetzelfde decreet worden de woorden “als gevolg van de gewelddaad” telkens vervangen door de woorden “als gevolg van de gewelddaad of van pesterijen”.

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd*

Art. 64. In het opschrift van hoofdstuk VI van Titel III van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, worden de woorden “of van pesterijen” toegevoegd.

Art. 65. Artikel 47 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Artikel 47, § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° “gewelddaad” : iedere fysieke en/of psychologische aantasting gepleegd met kwaadwillig opzet, elke agressie van racistische, religieuze of seksistische aard tegen een kinderverzorger alsook elke beschadiging van zijn goederen door ofwel een leerling, ofwel een derde op aansporing van of met medeplichtigheid van deze laatste, ofwel door een familielid van de leerling of iedere persoon die onder hetzelfde dak woont, in het kader van de dienstuitoefening van de kinderverzorger of hiermee in rechtstreeks verband staand, ofwel door eender welke andere persoon die niet behoort tot het personeel van de instelling voor zover door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad in rechtstreeks verband staat met de dienstuitoefening;

2° “pesterijen” : pesterijen en ongewenst seksueel gedrag in de zin van artikel 32ter, eerste lid, 2° en 3° van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

3° “kinderverzorger die het slachtoffer van een gewelddaad is geweest” : de vastbenoemde of tijdelijk aangestelde kinderverzorger, die door de Regeringsdienst bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten voordele van het personeel uit de openbare sector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, erkend wordt als slachtoffer van een arbeidsongeval dat het resultaat is van de daad bepaald in 1°;

4° “kinderverzorger die het slachtoffer van pesterijen is geweest” : de vastbenoemde of tijdelijk aangestelde kinderverzorger die het slachtoffer van pesterijen is geweest, zoals bepaald in het eerste lid, 2°.

§ 2. In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1° wordt de voorrang bedoeld in § 2 slechts verleend aan het personeelslid op voorwaarde dat hij een klacht bij de rechterlijke overheden ingediend heeft.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 2° wordt de voorrang bedoeld in § 2 slechts verleend aan het personeelslid op voorwaarde dat pesterijen erkend werden door een rechterlijke beslissing of door een verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.

§ 3. Wanneer de gewelddaad gepleegd werd buiten de instelling, zal de aanvraag om voorrang slechts in aanmerking worden genomen als de dader van de gewelddaad kan worden geïdentificeerd. Nochtans als de dader van de gewelddaad of pesterijen niet geïdentificeerd kan worden, zal de aanvraag in aanmerking worden genomen voor zover door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad of pesterijen in rechtstreeks verband staat met de dienstuitoefening.”.

Art. 66. In artikel 48, § 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt aangevuld als volgt : “behalve in de gevallen waar het Bestuur medische expertise (MEDEX) een ongunstig advies uitbrengt wat betreft het weer opnemen van het ambt in de betrokken instelling”;

2° in het vierde lid worden de woorden “Bij de gewelddaad” ingevoegd vóór de woorden “Een afschrift van de klacht”;

3° er wordt een nieuw vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Bij pesterijen wordt bij de aanvraag een afschrift gevoegd van de rechterlijke beslissing of van het verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk waarbij pesterijen en ongewenst seksueel gedrag bewezen worden.”.

Art. 67. In de artikelen 48, 50, 52 :

1° worden de woorden “waarop de feiten zich hebben voorgedaan” telkens vervangen door de woorden “waarop de feiten zich hebben voorgedaan voor de geweldtoestand of de erkenning van pesterijen in toestand van pesterijen”;

2° worden de woorden “klacht bedoeld in artikel 47” telkens vervangen door de woorden “klacht bedoeld in artikel 47, § 2”.

Art. 68. In de artikelen 49, 51 en 52 van hetzelfde decreet worden de woorden “slachtoffer van de gewelddaad” telkens vervangen door de woorden “slachtoffer van de gewelddaad of van pesterijen”.

Art. 69. In artikel 50, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden “behalve in de gevallen waar het Bestuur medische expertise (MEDEX) een ongunstig advies uitbrengt wat betreft het weer opnemen van het ambt in de betrokken instelling” ingevoegd tussen de woorden “Algemene Directie Leerplichtonderwijs” en “Binnen dezelfde termijn”;

2° in het derde lid worden de woorden “Bij de gewelddaad” ingevoegd vóór de woorden “Een afschrift van de klacht”;

3° er wordt een nieuw vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Bij pesterijen wordt bij de aanvraag een afschrift gevoegd van de rechterlijke beslissing of van het verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk waarbij pesterijen en ongewenst seksueel gedrag bewezen worden.”.

Art. 70. In artikel 52, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden “behalve in de gevallen waar het Bestuur medische expertise (MEDEX) een ongunstig advies uitbrengt wat betreft het weer opnemen van het ambt in de betrokken instelling” ingevoegd tussen de woorden “Algemene Directie Leerplichtonderwijs” en “Binnen dezelfde termijn”;

2° in het derde lid worden de woorden “Bij de gewelddaad” ingevoegd vóór de woorden “Een afschrift van de klacht”;

3° er wordt een nieuw vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Bij pesterijen wordt bij de aanvraag een afschrift gevoegd van de rechterlijke beslissing of van het verslag van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk waarbij pesterijen en ongewenst seksueel gedrag bewezen worden.”.

TITEL V. — Bepalingen betreffende de opdrachtbreuken van de leden van het opvoedend hulppersoneel

HOOFDSTUK I. — Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra

Art. 71. In artikel 3, tweede lid van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra,

1° worden de woorden “alsmede de leden van het opvoedend hulppersoneel” opgeheven;

2° wordt het woord “mogen” vervangen door het woord “mag”.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs*

Art. 72. Artikel 7 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs, zoals gewijzigd, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt : “In afwijking van het vorige lid, in het kader van de vervanging van een opvoeder-huismeester die een verlof voor verminderde prestatie of een deeltijdse loopbaanonderbreking heeft genomen, kan de betrekking toevertrouwd worden aan een personeelslid voor een opdrachtlast die overeenstemt met de opdrachtbreuk opgegeven door de titularis van de betrekking”.

TITEL VI. — Bepalingen houdende actualisering van de vereiste bekwaamheidsbewijzen voor het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat*

Art. 73. In artikel 2, Hoofdstuk J, van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, voor het ambt van maatschappelijk assistent, worden de woorden “Bachelor maatschappelijk assistent” toegevoegd na de woorden “sociale dienst”.

Art. 74. In artikel 2, Hoofdstuk J, van hetzelfde besluit, voor het ambt paramedisch assistent, bij punt *a*), worden de woorden “of Bachelor vroedvrouw, Bachelor verpleegzorg specialisatie mentale gezondheid en psychiatrie, Bachelor verpleegzorg specialisatie pediatrie, Bachelor verpleegzorg specialisatie gemeenschapsgezondheid” ingevoegd na de woorden “11 juli 1960”.

Art. 75. In artikel 2, Hoofdstuk J, van hetzelfde besluit, voor het ambt psychopedagogisch assistent, bij punt *b*), worden de woorden “of van Bachelor assistent in de psychologie” ingevoegd na de woorden “assistent in de psychologie”.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra*

Art. 76. In artikel 16, 1., van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden “of het diploma master in de psychologische wetenschappen” toegevoegd na de woorden “licentiaat in de psychologische wetenschappen”.

Art. 77. In artikel 16, 2., eerste streepje, van hetzelfde besluit, worden de woorden “of het diploma Bachelor maatschappelijk assistent” toegevoegd na de woorden “sociale dienst”.

Art. 78. In artikel 16, 2., tweede streepje, van hetzelfde besluit, worden de woorden “of het diploma Bachelor maatschappelijk assistent” toegevoegd na de woorden “sociale dienst”.

Art. 79. In artikel 16, 3., van hetzelfde besluit, worden de woorden “(of Bachelor vroedvrouw)” ingevoegd na de woorden “vroedvrouw”, de woorden “(of Bachelor verpleegzorg specialisatie mentale gezondheid en psychiatrie)” na de woorden “gegradueerd verpleger psychiatische zorg”, de woorden “(of Bachelor verpleegzorg in pediatrie)” na de woorden “gegradueerd verpleger pediatrie”, de woorden “(of Bachelor verpleegzorg specialisatie in gemeenschapsgezondheid)” na de woorden “gegradueerd maatschappelijk verpleger”.

Art. 80. In artikel 16, 4., tweede streepje, van hetzelfde besluit, worden de woorden “of Bachelor assistent in de psychologie” ingevoegd na de woorden “assistenten in de psychologie”.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra

Art. 81. In artikel 28, 1°, van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden “of het diploma master in de psychologische wetenschappen” toegevoegd na de woorden “licentiaat in de psychologische wetenschappen”.

Art. 82. In artikel 28, 2°, *a*), van hetzelfde decreet, worden de woorden “of het diploma Bachelor maatschappelijk assistent” toegevoegd na de woorden “sociale dienst”.

Art. 83. In artikel 28, 2°, *b*), van hetzelfde decreet, worden de woorden “of het diploma Bachelor maatschappelijk assistent” toegevoegd na het woord “hogescholen”.

Art. 84. In artikel 28, 3., van hetzelfde decreet, worden de woorden “(of Bachelor vroedvrouw)” ingevoegd na de woorden “vroedvrouw”, de woorden “(of Bachelor verpleegzorg specialisatie mentale gezondheid en psychiatrie)” na de woorden “gegradueerd verpleger psychiatische zorg”, de woorden “(of Bachelor verpleegzorg in pediatrie)” na de woorden “gegradueerd verpleger pediatrie”, de woorden “(of Bachelor verpleegzorg specialisatie in gemeenschapsgezondheid)” na de woorden “gegradueerd maatschappelijk verpleger”.

Art. 85. In artikel 28, 4°, b), van hetzelfde decreet, worden de woorden “of Bachelor assistent in de psychologie” ingevoegd na de woorden “assistenten in de psychologie”.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra*

Art. 86. In artikel 21, 1°, van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden “of het diploma master in de psychologische wetenschappen” toegevoegd na de woorden “licentiaat in de psychologische wetenschappen”.

Art. 87. In artikel 28, 2°, a), van hetzelfde decreet, worden de woorden “of het diploma Bachelor maatschappelijk assistent” toegevoegd na de woorden “sociale dienst”.

Art. 88. In artikel 28, 2°, b), van hetzelfde decreet, worden de woorden “of het diploma Bachelor maatschappelijk assistent” toegevoegd na het woord “hogescholen”.

Art. 89. In artikel 28, 3., van hetzelfde decreet, worden de woorden “(of Bachelor vroedvrouw)” ingevoegd na de woorden “vroedvrouw”, de woorden “(of Bachelor verpleegzorg specialisatie mentale gezondheid en psychiatrie” na de woorden “gegradueerd verpleger psychiatrische zorg”, de woorden “(of Bachelor verpleegzorg in pediatrie” na de woorden “gegradueerd verpleger pediatrie”, de woorden “(of Bachelor verpleegzorg specialisatie in gemeenschapsgezondheid)” na de woorden “gegradueerd maatschappelijk verpleger”.

Art. 90. In artikel 28, 4°, b), van hetzelfde decreet, worden de woorden “of Bachelor assistent in de psychologie” ingevoegd na de woorden “assistenten in de psychologie”.

TITEL VII. — *Bepalingen houdende wijziging van de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het onderwijs in de Franse Gemeenschap wat betreft het omstandigheidsverlof wegens overlijden van de echtgenoot (-ote) of de ermee gelijkgestelde persoon*

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 91. In artikel 5, eerste lid, c), van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd, worden de woorden “vier dagen” vervangen door de woorden “vijf dagen”.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs*

Art. 92. In artikel 4, eerste lid, c), van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, zoals gewijzigd, worden de woorden “vier dagen” vervangen door de woorden “vijf dagen”.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten*

Art. 93. In artikel 4, eerste lid, c), van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, zoals gewijzigd, worden de woorden “vier dagen” vervangen door de woorden “vijf dagen”.

TITEL VIII. — *Bepalingen tot instelling van een controlesysteem voor de aanstellingen in het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijsnet*

Art. 94. Artikel 25 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt met een paragraaf 2 aangevuld, luidend als volgt :

“§ 2. Er wordt een controle gedaan op de aanstellingen met inachtneming van de volgende nadere regels :

De rangschikkingen betreffende de verscheidene ambten maken het voorwerp uit van een bekendmaking tegen half september. De nadere regels voor deze bekendmaking worden door de Regering bepaald.

Worden in aanmerking genomen de klachten waarin vermeld worden de kandidaat (-aten) die slechter gerangschikt zijn en die toch vooraf aangewezen zouden zijn, alsook de betrokken schoolinrichting.

Voor de aanstelling van prioritaire tijdelijke kandidaten wordt de controle ten laatste op 15 juni ingericht.

Voor de aanstelling van tijdelijke kandidaten wordt een eerste controle ingericht tijdens de eerste veertien dagen van juli en een tweede controle ten laatste tegen 5 oktober na het begin van het schooljaar.”.

Art. 95. Artikel 21 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de Rijks-psycho-medisch-sociale centra, van gespecialiseerde Rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de Rijksvormingscentra en van de inspectiedienst belast met toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, wordt met een paragraaf 2 aangevuld, luidend als volgt :

“§ 2. Er wordt een controle gedaan op de aanstellingen met inachtneming van de volgende nadere regels :

De rangschikkingen betreffende de verscheidene ambten maken het voorwerp uit van een bekendmaking tegen half september. De nadere regels voor deze bekendmaking worden door de Regering bepaald.

Worden in aanmerking genomen de klachten waarin vermeld worden de kandidaat (-aten) die slechter gerangschikt zijn en die toch vooraf aangewezen zouden zijn, alsook het betrokken psycho-medisch-sociale centrum.

De controle wordt gedurende de maand september ingericht.”.

Art. 96. Artikel 31 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstponeel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt met een paragraaf 4 aangevuld, luidend als volgt :

“§ 4. Er wordt een controle gedaan op de aanstellingen met inachtneming van de volgende nadere regels :

De rangschikkingen betreffende de verscheidene ambten maken het voorwerp uit van een bekendmaking tegen half september. De nadere regels voor deze bekendmaking worden door de Regering bepaald.

Worden in aanmerking genomen de klachten waarin vermeld worden de kandidaat (-aten) die slechter gerangschikt zijn en die toch vooraf aangewezen zouden zijn, alsook de betrokken schoolinrichting.

De controle gebeurt gedurende de maand september.”.

TITEL IX. — Bepalingen houdende wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstponeel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs

Art. 97. Artikel 1bis van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstponeel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Art. 1bis. Er wordt aan de personeelsleden bedoeld bij artikel 1 een aanvullend jaarlijks verlof toegekend waarvan de duur als volgt bepaald wordt in functie van hun leeftijd :

- op 55 jaar : één werkdag;
- op 56 jaar : twee werkdagen;
- op 57 jaar : drie werkdagen;
- op 58 jaar : vier werkdagen;
- op 59 jaar : vijf werkdagen;
- op 60 jaar : zes werkdagen;
- op 61 jaar : zeven werkdagen;
- op 62 jaar : acht werkdagen;
- op 63 jaar : negen werkdagen;
- op 64 jaar : tien werkdagen.”.

Art. 98. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° punt b) wordt opnieuw verwoord als volgt :

“b) voor de bevalling van de echtgenote of de persoon met wie, op het ogenblik van de gebeurtenis, hij als kopel leeft : vijftien werkdagen”;

2° de volgende punten worden toegevoegd na punt f) :

“g) de priesterwijding of intreden in het klooster of elke andere gelijkaardige gebeurtenis van een andere erkende eredienst van een kind van het personeelslid of zijn echtgenoot/-genote, of de persoon met wie, op het ogenblik van de gebeurtenis, hij als koppel leeft : één werkdag;

h) de plechtige communie of elke andere gelijkaardige gebeurtenis van een erkende eredienst van een kind van het personeelslid of zijn echtgenoot/-genote, of de persoon met wie, op het ogenblik van de gebeurtenis, hij als koppel leeft : één werkdag;

i) de deelname van een kind van het personeelslid of zijn echtgenoot/-genote, of de persoon met wie, op het ogenblik van de gebeurtenis, hij als koppel leeft : één werkdag;

j) de oproeping als getuige voor een rechtbank of de door een rechtbank bevolen persoonlijke verschijning : de nodige duur;

k) de uitoefening van het ambt van voorzitter, bijzitter of secretaris of getuige van een stem- of telbureau : de nodige tijd met een maximum van twee werkdagen;

l) het huwelijk van een broer of een zuster, van een schoonbroer of een schoonzuster, van de vader of van de moeder, van de schoonvader of de schoonmoeder, van een kleinzoon of een kleindochter van de ambtenaar : één werkdag.”.

Art. 99. In hetzelfde besluit wordt een artikel 4quater toegevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 4quater. § 1. Zonder dat het belang van de dienst hem tegengesteld kan worden, verkrijgt het personeelslid, op eigen aanvraag, verlof om gehandicapten en zieken te begeleiden en bij te staan bij reizen en vakantieverblijven die in België of in het buitenland worden georganiseerd door een vereniging, een openbare of privé-instelling waarvan de opdracht erin bestaat gehandicapten en zieken te begeleiden en die daartoe overheids-subsidies krijgt.

De verlofaanvraag dient te worden gestaafd door een attest waarmee de vereniging of instelling bevestigt dat de reis of het vakantieverblijf onder haar verantwoordelijkheid staat.

§ 2. De duur van de verloven bedoeld bij § 1 mag de vijf werkdagen per jaar niet overschrijden.

Deze uitzonderlijke verloven worden bezoldigd en met periodes van dienstactiviteit gelijkgesteld.”.

Art. 100. In hetzelfde besluit wordt een artikel *4quinquies* toegevoegd, luidend als volgt :

“Artikel *4quinquies*. Het personeelslid dat bloed-, bloedplaatjes- of bloedplasma geeft tijdens de normale diensturen, krijgt dienstvrijstelling gedurende de hele dag tijdens dewelke het bloed geeft.

Wat betreft bloeddonors of donors van bloedplaatjes, indien het na de normale diensturen gebeurt, d.w.z. tussen het einde van zijn werkactiviteit en middernacht, krijgt het personeelslid, op eigen aanvraag, een dienstvrijstelling voor de volgende werkdag.

Het verlof heeft een duur van één dag voor het geven van bloed en een halve dag voor het geven van bloedplaatjes of bloedplasma.

Voor het geven van bloed of bloedplaatjes dat 's vrijdags avond geschiedt of op de avond vóór een feestdag, wordt de dienstvrijstelling de dag zelf van het geven toegekend.

Dit uitzonderlijke verlof wordt bezoldigd en met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.”.

Art. 101. In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt punt *c*) gewijzigd als volgt :

“c) om zich kandidaat te kunnen stellen voor verkiezingen van het Europees Parlement, van de federale wetgevende kamers, van de Gewest- en Gemeenschapsparlementen, van provincie- en gemeenteraden, en dit voor een periode die overeenstemt met de duur van de verkiezingscampagne waaraan de betrokkenen als kandidaat deelnemen.”.

Art. 102. In artikel 29 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid gewijzigd als volgt :

“Het personeelslid kan, desgevallend, de vermindering aanvragen van de prestaties betrokken bij het ambt waarin hij benoemd wordt tot drie vierde of de helft van het aantal uren vereist voor een ambt met volledige prestaties voor het uitoefenen van een politiek mandaat van burgemeester, schepen, gemeenteraadslid, voorzitter van een OCMW, lid van de raad van het OCMW, provincieraadslid dat geen lid is van het provinciecollege, lid van de gewestelijke of Gemeenschapsparlementen, het Europees Parlement.”.

TITEL X. — Oprichting van een verlof voor het uitoefenen van een mandaat bij de overheidsdiensten van de Federale Staat, een Gewest of een Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen

Art. 103. Hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt opgeheven en vervangen door het nieuwe hoofdstuk VII waarin de artikelen 28, 28bis en 28ter, luidend als volgt, opgenomen worden :

“Hoofdstuk VII. - Verlof voor het uitoefenen van een mandaat bij de overheidsdiensten van de Federale Staat, een Gewest of een Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen

Artikel 28. De personeelsleden bedoeld bij artikel 1 alsook de personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra ingericht en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, aangewezen als leidend ambtenaar of ermee gelijkgesteld binnen een overheidsdienst van de Federale Staat, een Gewest of een Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen, worden van ambtswege met verlof gesteld voor het uitoefenen van een mandaat voor de volle duur ervan.

Artikel 28bis. Het verlof waarvan sprake in dit hoofdstuk wordt niet bezoldigd en wordt gelijkgesteld met een periode dienstactiviteit.

Artikel 28ter. De verloven wegens opdracht van algemeen belang of de niet-bezoldigde verloven wegens opdracht toegekend na de inwerkingtreding van dit hoofdstuk, aan de personeelsleden die een mandaat hebben uitgeoefend bij de overheidsdiensten van de Federale Staat, een Gewest of een Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen, worden gelijkgesteld met de verloven voor het uitoefenen van een mandaat bij de overheidsdiensten van de Federale Staat, een Gewest of een Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen opgericht bij artikel 28 van dit decreet.”.

TITEL XI. — Invoering van een verlof wegens verminderde prestaties voor de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld wegens ziekte of gebrekkigheid om therapeutische doeleinden

HOOFDSTUK I. — Wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs

Art. 104. In het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, wordt een hoofdstuk IV bis ingevoegd, luidend als volgt :

“HOOFDSTUK IVbis. — Verlof voor verminderde prestaties voor de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld wegens ziekte of gebrekkigheid om therapeutische doeleinden”.

Art. 105. In hoofdstuk IVbis, ingevoegd bij artikel 104, wordt een artikel 17 bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 17bis. Het personeelslid dat in vast verband wordt benoemd of aangeworven in een wervingsambt voor meer dan een halve opdracht, en dat zich in de administratieve stand terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid bevindt, mag op aanvraag zijn ambt weder opnemen met halve-opdrachtprestaties, indien het tot staving van die aanvraag een attest van zijn arts overlegt en indien de instelling die door de Regering van de Franse Gemeenschap belast wordt met de controle op de afwezigheid wegens ziekte, ongeval of gebrekkigheid oordeelt dat de gezondheidstoestand van de betrokkene het toelaat.”

Art. 106. In hoofdstuk IV*bis*, ingevoegd bij artikel 104, wordt een artikel 17*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 17*ter*. Het personeelslid dat zich in de administratieve stand terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid bevindt, bezorgt de instelling die door de Regering wordt belast met de controle op de afwezigheden wegens ziekte een medisch attest dat door zijn huisarts wordt opgesteld, waarin het advies van deze wordt vermeld over de wederopneming van de halve-opdrachtprestaties.

De in het vorige lid bedoelde instelling brengt een advies uit over de wederopneming van halve-opdrachtprestaties. Indien dat advies de conclusie inhoudt dat het personeelslid geen ambt weder kan opnemen, blijft het in de stand terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid. In dat geval, kan het personeelslid een nieuwe aanvraag om verlof pas na het verstrijken van een termijn van 6 maanden na de eerste aanvraag indienen. Indien het advies de conclusie inhoudt dat het personeelslid zijn ambt met volledige-opdrachtprestaties weder kan opnemen, moet het personeelslid zijn ambt weder opnemen op de werkdag volgend op de beslissing van de arts. Als het advies de conclusie inhoudt dat het personeelslid zijn ambt met halve-opdrachtprestaties weder kan opnemen, reikt de in het vorige lid bedoelde instelling een gunstig medisch advies uit. Het personeelslid voegt dat medisch advies bij de aanvraag om verlof die bij zijn inrichtende macht wordt ingediend.

Als het advies van de huisarts van het personeelslid en het advies de instelling die door de Regering wordt belast met de controle op de afwezigheden wegens ziekte, verschillen, kan het personeelslid een beroep instellen bij een deskundige arts, zoals bepaald in de artikelen 11 tot 17 van het decreet van 22 november 1994 houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs.”.

Art. 107. In hoofdstuk IV*bis*, ingevoegd bij artikel 104, wordt een artikel 17*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 17*quater*. De toelating die wordt verleend aan een in artikel 17 *bis* bedoeld personeelslid om zijn ambt met halve-opdrachtprestaties weder op te nemen, is voor een periode van 6 maanden geldig. Er kunnen echter verlengingen worden toegekend nadat de instelling die door de Regering wordt belast met de controle op de afwezigheden wegens ziekte opnieuw haar toestemming heeft gegeven en nadat de huisarts van het personeelslid een gunstig advies heeft uitgebracht.

Wanneer een verlenging na 1 januari ingaat, kan de duur ervan korter dan 6 maanden zijn en zich uitstreken tot het einde van het school- of academiejaar.

Indien het personeelslid op het einde van het school- of academiejaar een verlof wegens verminderde prestaties om therapeutische doeleinden genoot, wordt een nieuwe aanvraag die ingaat op de eerste werkdag van het school- of academiejaar, met een verlenging gelijkgesteld.”.

Art. 108. In hoofdstuk IV*bis*, ingevoegd bij artikel 104, wordt een artikel 17*quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 17*quinquies*. Het verlof kan pas op de eerste werkdag van het school- of academiejaar, op 1 oktober of op de eerste werkdag volgend op 1 januari, beginnen.”.

Art. 109. In hoofdstuk IV*bis*, ingevoegd bij artikel 104, wordt een artikel 17*sexies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 17*sexies*. Gedurende de periode van het verlof voor verminderde prestaties, worden de afwezigheidsperiodes beschouwd als verloven die gelijk te stellen zijn met dienstactiviteitsperiodes”.

Art. 110. In hoofdstuk IV*bis*, ingevoegd bij artikel 104, wordt een artikel 17*septies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 17*septies*. Gedurende de periode van het verlof, geniet het personeelslid, voor de gepresteerde uren, zijn activiteitswedde, en voor de niet gepresteerde uren, 80 % van zijn activiteitwedde.”.

Art. 111. In hoofdstuk IV*bis*, ingevoegd bij artikel 104, wordt een artikel 17*octies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 17 *octies*. Het personeelslid dat een verlof voor verminderde prestaties geniet, moet elke week de helft van de duur van de volledige prestaties verrichten die normaal worden opgelegd voor het ambt dat het uitoefent.”.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 112. In het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt een hoofdstuk IV *bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“HOOFDSTUK IV*bis*. — Verlof voor verminderde prestaties voor de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld wegens ziekte of gebrekkigheid om therapeutische doeleinden

Art. 113. In hoofdstuk IV*bis*, ingevoegd bij artikel 112, wordt een artikel 22*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 22*ter*. Het personeelslid dat in vast verband wordt benoemd of aangesteld in een wervingsambt voor meer dan een halve opdracht, en dat zich in de administratieve stand terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid bevindt, mag op aanvraag zijn ambt weder opnemen met halve-opdrachtprestaties, indien het tot staving van die aanvraag een attest van zijn arts overlegt en indien de instelling die door de Regering van de Franse Gemeenschap belast wordt met de controle op de afwezigheid wegens ziekte, ongeval of gebrekkigheid oordeelt dat de gezondheidstoestand van de betrokkene het toelaat.”

Art. 114. In hoofdstuk IV*bis*, ingevoegd bij artikel 112, wordt een artikel 22*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 22*quater*. Het personeelslid dat zich in de administratieve stand terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid bevindt, bezorgt de instelling die door de Regering wordt belast met de controle op de afwezigheden wegens ziekte een medisch attest dat door zijn huisarts wordt opgesteld, waarin het advies van deze wordt vermeld over de wederopneming van de halve-opdrachtprestaties.

De in het vorige lid bedoelde instelling brengt een advies uit over de wederopneming van halve-opdrachtprestaties. Indien dat advies de conclusie inhoudt dat het personeelslid geen ambt weder kan opnemen, blijft het in de stand terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid. In dat geval, kan het personeelslid een nieuwe aanvraag om verlof pas na het verstrijken van een termijn van 6 maanden na de eerste aanvraag indienen. Indien het advies de conclusie inhoudt dat het personeelslid zijn ambt met volledige-opdrachtprestaties weder kan opnemen, moet het personeelslid zijn ambt weder opnemen op de werkdag volgend op de beslissing van de arts. Als het advies de conclusie inhoudt dat het personeelslid zijn ambt met halve-opdrachtprestaties weder kan opnemen, reikt de in het vorige lid bedoelde instelling een gunstig medisch advies uit. Het personeelslid voegt dat medisch advies bij de aanvraag om verlof die bij zijn inrichtende macht wordt ingediend.

Als het advies van de huisarts van het personeelslid en het advies van de instelling die door de Regering wordt belast met de controle op de afwezigheden wegens ziekte, verschillen, kan het personeelslid een beroep instellen bij een deskundige arts, zoals bepaald in de artikelen 11 tot 17 van het decreet van 22 november 1994 houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs.”.

Art. 115. In hoofdstuk IVbis, ingevoegd bij artikel 112, wordt een artikel 22quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 22quinquies. De toelating die wordt verleend aan een in artikel 22 bis bedoeld personeelslid om zijn ambt met halve-opdrachtprestaties weder op te nemen, is voor een periode van 6 maanden geldig. Er kunnen echter verlengingen worden toegekend nadat de instelling die door de Regering wordt belast met de controle op de afwezigheden wegens ziekte opnieuw haar toestemming heeft gegeven en nadat de huisarts van het personeelslid een gunstig advies heeft uitgebracht.

Wanneer een verlenging na 1 januari ingaat, kan de duur ervan korter dan 6 maanden zijn en zich uitstrekken tot het einde van het school- of academiejaar.

Indien het personeelslid op het einde van het school- of academiejaar een verlof wegens verminderde prestaties om therapeutische doeleinden genoot, wordt een nieuwe aanvraag die ingaat op de eerste werkdag van het school- of academiejaar, met een verlenging gelijkgesteld.”.

Art. 116. In hoofdstuk IVbis, ingevoegd bij artikel 112, wordt een artikel 22sexies ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 22sexies. Het verlof kan pas op de eerste werkdag van het school- of academiejaar, op 1 oktober of op de eerste werkdag volgend op 1 januari, beginnen.”.

Art. 117. In hoofdstuk IVbis, ingevoegd bij artikel 112, wordt een artikel 22septies ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 22septies. Gedurende de periode van het verlof voor verminderde prestaties, worden de afwezigheidsperiodes beschouwd als verloven die gelijk te stellen zijn met dienstactiviteitsperiodes”.

Art. 118. In hoofdstuk IVbis, ingevoegd bij artikel 112, wordt een artikel 22octies ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 22octies. Gedurende de periode van het verlof, krijgt het personeelslid, voor de gepresteerde uren, zijn activiteitswedde, en voor de niet gepresteerde uren, 80 % van zijn activiteitswedde.”.

Art. 119. In hoofdstuk IV bis, ingevoegd bij artikel 112, wordt een artikel 22nonies ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 22nonies. Het personeelslid dat een verlof voor verminderde prestaties geniet, moet elke week de helft van de duur van de volledige prestaties verrichten die normaal worden opgelegd voor het ambt dat het uitoefent.”.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten*

Art. 120. In het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, wordt een hoofdstuk V bis ingevoegd, luidend als volgt :

“HOOFDSTUK Vbis. — Verlof voor verminderde prestaties voor de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld wegens ziekte of gebrekkigheid om therapeutische doeleinden”.

Art. 121. In hoofdstuk Vbis, ingevoegd bij artikel 120, wordt een artikel 22bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 22bis. Het personeelslid dat in vast verband wordt benoemd of aangeworven in een wervingsambt voor meer dan een halve opdracht, en dat zich in de administratieve stand terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid bevindt, mag op aanvraag zijn ambt weder opnemen met halve-opdrachtprestaties, indien het tot staving van die aanvraag een attest van zijn arts overlegt en indien de instelling die door de Regering van de Franse Gemeenschap belast wordt met de controle op de afwezigheid wegens ziekte, ongeval of gebrekkigheid oordeelt dat de gezondheidstoestand van de betrokkene het toelaat.”.

Art. 122. In hoofdstuk Vbis, ingevoegd bij artikel 120, wordt een artikel 22ter ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 22ter. Het personeelslid dat zich in de administratieve stand terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid bevindt, bezorgt de instelling die door de Regering wordt belast met de controle op de afwezigheden wegens ziekte een medisch attest dat door zijn huisarts wordt opgesteld, waarin het advies van deze wordt vermeld over de wederopneming van de halve-opdrachtprestaties.

De in het vorige lid bedoelde instelling brengt een advies uit over de wederopneming van halve-opdrachtprestaties. Indien dat advies de conclusie inhoudt dat het personeelslid geen ambt weder kan opnemen, blijft het in de stand terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid. In dat geval, kan het personeelslid een nieuwe aanvraag om verlof pas na het verstrijken van een termijn van 6 maanden na de eerste aanvraag indienen. Indien het advies de conclusie inhoudt dat het personeelslid zijn ambt met volledige-opdrachtprestaties weder kan opnemen, moet het personeelslid zijn ambt weder opnemen op de werkdag volgend op de beslissing van de arts. Als het advies de conclusie inhoudt dat het personeelslid zijn ambt met halve-opdrachtprestaties weder kan opnemen, reikt de in het vorige lid bedoelde instelling een gunstig medisch advies uit. Het personeelslid voegt dat medisch advies bij de aanvraag om verlof die bij zijn inrichtende macht wordt ingediend.

Als het advies van de huisarts van het personeelslid en het advies van de instelling die door de Regering wordt belast met de controle op de afwezigheden wegens ziekte, verschillen, kan het personeelslid een beroep instellen bij een deskundige arts, zoals bepaald in de artikelen 11 tot 17 van het decreet van 22 november 1994 houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs.”.

Art. 123. In hoofdstuk V *bis*, ingevoegd bij artikel 120, wordt een artikel 22*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 22*quater*. De toelating die wordt verleend aan een in artikel 22 *bis* bedoeld personeelslid om zijn ambt met halve-opdrachtprestaties weder op te nemen, is voor een periode van 6 maanden geldig. Er kunnen echter verlengingen worden toegekend nadat de instelling die door de Regering wordt belast met de controle op de afwezigheden wegens ziekte opnieuw haar toestemming heeft gegeven en nadat de huisarts van het personeelslid een gunstig advies heeft uitgebracht.

Wanneer een verlenging na 1 januari ingaat, kan de duur ervan korter dan 6 maanden zijn en zich uitstreken tot het einde van het school- of academiejaar.

Indien het personeelslid op het einde van het school- of academiejaar een verlof wegens verminderde prestaties om therapeutische doeleinden genoot, wordt een nieuwe aanvraag die ingaat op de eerste werkdag van het school- of academiejaar, met een verlenging gelijkgesteld.”.

Art. 124. In hoofdstuk V*bis*, ingevoegd bij artikel 120, wordt een artikel 22*quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 22*quinquies*. Het verlof kan pas op de eerste werkdag van het school- of academiejaar, op 1 oktober of op de eerste werkdag volgend op 1 januari, beginnen.”.

Art. 125. In hoofdstuk V*bis*, ingevoegd bij artikel 120, wordt een artikel 22*sexies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 22*sexies*. Gedurende de periode van het verlof voor verminderde prestaties, worden de afwezigheidsperiodes beschouwd als verloven die gelijk te stellen zijn met dienstactiviteitsperiodes”.

Art. 126. In hoofdstuk V*bis*, ingevoegd bij artikel 120, wordt een artikel 22*septies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 22*septies*. Gedurende de periode van het verlof, krijgt het personeelslid, voor de gepresteerde uren, zijn activiteitswedde, en voor de niet gepresteerde uren, 80 % van zijn activiteitswedde.”.

Art. 127. In hoofdstuk V*bis*, ingevoegd bij artikel 120, wordt een artikel 22*octies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 22*octies*. Het personeelslid dat een verlof voor verminderde prestaties geniet, moet elke week de helft van de duur van de volledige prestaties verrichten die normaal worden opgelegd voor het ambt dat het uitoefent.”.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van het decreet van 24 juli 1997*

dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 128. Artikel 42, derde lid, 3°, van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt aangevuld met de woorden : “of voor verminderde prestaties voor de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld wegens ziekte of gebrekkigheid om therapeutische doeleinden;”.

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)*

Art. 129. Artikel 151, derde lid, 2) van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), wordt aangevuld met de woorden “of voor verminderde prestaties voor de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld wegens ziekte of gebrekkigheid om therapeutische doeleinden;”.

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur*

Art. 130. Artikel 24, § 1, 5°, van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur), wordt aangevuld met de woorden “of voor verminderde prestaties voor de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld wegens ziekte of gebrekkigheid om therapeutische doeleinden;”.

TITEL XII. — *Bepalingen tot toekenning van een eindejaarstoelage aan de personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde personeelsleden*

Art. 131. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° “beloning”, iedere wedde, loon of in de plaats daarvan gestelde vergoeding, zonder rekening te houden met de vermeerderingen of verminderingen ten gevolge van de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen;

2° “bezoldiging”, de beloning zoals deze bedoeld is in 1°, eventueel vermeerderd met de haardttoelage of met de standplaatstoelage;

3° “brutobezoldiging”, de bezoldiging zoals deze bedoeld is in 2°, rekening houdend met de vermeerderingen of de verminderingen ten gevolge van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen;

4° “volledige prestaties”, de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volkomen in beslag neemt;

5° “verwijzingsperiode”, de periode die zich uitstrekt van 1 januari tot 30 september van het in aanmerking genomen jaar.

Als het gaat om vastbenoemde, stagedoende of tijdelijke personeelsleden die, in de loop van het in aanmerking genomen jaar, prestaties als tijdelijk personeelslid hebben verricht, is de verwijzingsperiode het in aanmerking genomen schooljaar of academiejaar.

Art. 132. In de mate vastgesteld door de bepalingen van dit besluit worden aan die bepalingen onderworpen, de personeelsleden die tijdens de gehele verwijzingsperiode of een gedeelte ervan behoren of hebben behoord tot :

1° de inrichtingen voor voorschools, lager, secundair onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs;

2° de internaten die van deze inrichtingen afhangen, de autonome internaten en de opvangtehuizen;

3° de inspectiedienst belast met het toezicht op die inrichtingen, met uitsluiting van de algemene inspectiedienst, opgericht bij het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs;

4° de opleidingscentra, de technische centra en de recreatie- en openluchtcentra;

5° de psycho-medisch-sociale centra;

6° de universitaire instellingen bedoeld bij het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

Art. 133. § 1. Het personeelslid bekomt het volledige genot van het bedrag van de in artikel 135 bepaalde toelage, indien het als titularis van een ambt met volledige prestaties het volledige voordeel van zijn beloning heeft genoten tijdens de hele duur van de verwijzingsperiode.

§ 2. Wanneer het personeelslid niet het volledige voordeel van de in § 1 bedoelde beloning heeft genoten, als titularis van een ambt met volledige of onvolledige prestaties, wordt het bedrag van de toelage verminderd naar rata van de beloning die het werkelijk heeft ontvangen.

§ 3. Wanneer het personeelslid, als titularis van een ambt met volledige of onvolledige prestaties, tijdens de verwijzingsperiode :

1° met ouderschapsverlof was;

2° niet in dienst is kunnen treden of zijn ambtsverrichtingen heeft geschorst wegens de verplichtingen hem opgelegd door de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, of de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, met uitsluiting in beide gevallen van de wederoproeping om tuchtrekenen, worden deze periodes gelijkgesteld met periodes tijdens welke hij het volledige voordeel van zijn beloning heeft genoten.

Art. 134. § 1. Wanneer de personeelsleden twee of meer ambten in de openbare sector cumuleren die volledige of onvolledige prestaties behelzen, mag het bedrag van de eindejaarstoelagen dat hun in hoofde daarvan wordt toegekend niet hoger liggen dan het bedrag dat overeenstemt met de hoogste toelage die verkregen wordt wanneer de toelagen van alle ambten berekend worden op basis van volledige prestaties.

§ 2. Wanneer het in § 1 bedoelde bedrag wordt overschreden, wordt het gedeelte dat een teveel aanwijst, afgetrokken van de eindejaarstoelage(n) die, berekend op basis van volledige prestaties, de minst hoge is (zijn), te beginnen met de laagste.

§ 3. Het personeelslid dat eindejaarstoelagen cumuleert is ertoe gehouden, aan de personeelsdiensten waarvan het afhangt een verklaring op erewoord over te leggen met de vermelding van de ambten die het cumuleert.

Iedere inbreuk op het voorgaande lid kan aanleiding geven tot tuchtstraffen.

Art. 135. § 1. Het bedrag van de eindejaarstoelage bestaat uit een forfaitair gedeelte en een veranderlijk gedeelte.

§ 2. Het bedrag van de eindejaarstoelage wordt als volgt berekend :

1° voor het forfaitair gedeelte : het bedrag dat voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar overeenstemt met :

— 330,85 euro, voor het jaar 2009;

— 339,29 euro, voor het jaar 2010;

— 469,87 euro, voor het jaar 2011;

— 80 euro, opgeteld bij het bedrag van het forfaitair gedeelte van de eindejaarstoelage voor 2011, zoals geïndexeerd op grond van de verhouding tussen de gezondheidsindex in oktober van het jaar 2012 en in oktober 2011, voor het jaar 2012;

— het forfaitair gedeelte van de eindejaarstoelage voor 2012, zoals geïndexeerd op grond van de gezondheidsindex in oktober van het in aanmerking genomen jaar en in oktober van 2012, vanaf het jaar 2013;

2° voor het veranderlijk gedeelte : het veranderlijk gedeelte bedraagt 2,5 pct van de jaarlijkse brutobezoldiging die tot grondslag diende voor de berekening van de bezoldiging aan de gerechtigde verschuldigd voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar.

§ 3. Wanneer het personeelslid het voordeel van zijn bezoldiging niet heeft genoten voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar, komt voor de berekening van het veranderlijk deel van de toelage die jaarlijkse brutobezoldiging in aanmerking welke voor de berekening van zijn bezoldiging voor deze maand tot grondslag zou hebben gediend, indien deze laatste bezoldiging verschuldigd was geweest.

Art. 136. De eindejaarstoelage wordt onderworpen aan de inhoudingen bepaald met toepassing van de bepalingen van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, behalve voor de begunstigden die uitsluitend vallen onder het stelsel van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector gezondheidszorg, waarvoor de bijdrage van de sector gezondheidszorg verschuldigd is op het bedrag van het vast gedeelte van de eindejaarstoelage dat hoger is dan het bedrag van 1990.

Art. 137. De eindejaarstoelage wordt in één keer uitbetaald gedurende de maand december van het in aanmerking genomen jaar.

Art. 138. De vereffening en de uitbetaling van de eindejaarstoelage zijn ten laste van het ministerie of de dienst dat/die belast zou zijn met de vereffening en de uitbetaling van de bezoldiging aan de begunstigde, ofwel voor de laatste maand van de verwijzingsperiode, ofwel voor het eerste deel van die maand indien deze uit verschillende delen bestaat die door de begrotingsaanrekening van de bezoldiging worden onderscheiden.

Art. 139. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, zoals gewijzigd, worden :

— in 1°, de woorden “met inbegrip van de onderwijsinrichtingen van de Staat”;

— punt 2°;

geschrapt.

TITEL XIII. — *Wijziging van verschillende bepalingen inzake onderwijs*HOOFDSTUK I. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

Art. 140. In artikel 28, eerste lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de woorden “die Belg zijn of onderdanen van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap, behoudens afwijking toegestaan door de Executieve” opgeheven

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 141. In artikel 2 van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, wordt een § 1 bis ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 1bis. De 18 centra waarvan de bevolking het hoogste aantal leerlingen telt waarop de vermenigvuldigingscoëfficiënt 3 wordt toegepast krachtens § 1, 1°, derde lid, genieten, elk afzonderlijk, een aanvullende halve opdracht.”.

HOOFDSTUK III. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 juni 1967 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van sommige personeelsleden, die onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur ressorteren*

Art. 142. In artikel 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 19 juni 1967 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van sommige personeelsleden, die onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur ressorteren, zoals aangevuld bij het decreet van 4 mei 2005, worden de woorden “als voor de leden van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch kunst- en normaal onderwijs die vallen onder het koninklijk besluit van 1 december 1970 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs” ingevoegd na de woorden “Openbaar Onderwijs”.

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen*

Art. 143. In artikel 11ter van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, worden de woorden “een diploma van bachelor van het hoger onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie in de maatschappelijke of pedagogische categorie aangevuld met een Getuigschrift van pedagogische bekwaamheid of een Getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs” vervangen door de woorden “een diploma van bachelor van het hoger onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie in de maatschappelijke of pedagogische categorie, aangevuld met het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs of een diploma van bachelor van het hoger onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie in de maatschappelijke categorie, aangevuld met het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid of een diploma van bachelor van het hoger onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie in de pedagogische categorie.”.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1970 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs*

Art. 144. In artikel 16, a), van het koninklijk besluit van 1 december 1970 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, worden de woorden “of onvolledige” toegevoegd na het woord “volledige”.

Art. 145. Artikel 16, b), van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 146. Artikel 16, c), van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 147. Artikel 16, d), van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 148. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur*

Art. 149. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur, wordt een hoofdstuk D_{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

“Hoofdstuk D_{bis}. — Personeel van de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie

Coördinator kwaliteit

Houder van een diploma van Master, aangevuld met het Getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs 1/20^e van 422

Houder van het diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs of houder van een diploma van Master, aangevuld met het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid 1/20^e van 415

Andere bekwaamheidsbewijzen :

Master :	1/20 ^e van 411
Bachelor :	1/20 ^e van 216

Adviseur opleiding :

Houder van een diploma van master, aangevuld met het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs	1/20 ^e van 422
Houder van het diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs of houder van een diploma van Master, aangevuld met het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid	1/20 ^e van 415
Houder van het diploma van bachelor in de maatschappelijke of pedagogische categorie, aangevuld met het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs	1/20 ^e van 249
Houder van een diploma van bachelor in de maatschappelijke categorie, aangevuld met het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, of houder van een diploma van bachelor in de pedagogische bekwaamheid :	1/20 ^e van 411

houder van andere bekwaamheidsbewijzen :

Master :	1/20 ^e van 411
Bachelor :	1/20 ^e van 216

HOOFDSTUK VII. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie*

Art. 150. In artikel 11 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, zoals gewijzigd, wordt *Cbis* vervangen als volgt :

Coördinator kwaliteit

Diploma master	Groep A	GHSO (DOOR)	- biënnale
Diploma bachelor	Groep B	GLSO (DOOR)	

Adviseur opleiding

Diploma master	Groep A	GHSO (DOOR)	- biënnale
Diploma bachelor	Groep B	GLSO (DOOR)	

HOOFDSTUK VIII. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977*

Art. 151. In artikel 76 van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977, wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van 2° van het vorige lid, kunnen de in dat lid bedoelde leden van het onderwijspersoneel die een rustpensioen genieten :

1° op hun aanvraag en met de instemming van de inrichtende macht, tijdelijk worden aangesteld in een ambt om tegemoet te komen aan een tekort op de arbeidsmarkt. Die tijdelijke aanstelling kan niet plaatsvinden na het einde van het schooljaar waarin ze de leeftijd van 67 jaar hebben bereikt;

2° worden aangesteld of aangeworven in het onderwijs voor sociale promotie, als deskundigen in de zin van de artikelen 87 *bis* en 118 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie. Die tijdelijke aanstelling kan niet plaatsvinden na het einde van het schooljaar waarin ze de leeftijd van 67 jaar hebben bereikt”.

HOOFDSTUK IX. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 152. In artikel 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra :

1° in § 2, wordt een lid tussen het derde lid en het vierde lid ingevoegd, luidend als volgt : “Om de in het vorige lid bepaalde breuk te bepalen, worden alle functies die worden gepresteerd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en/of gesubsidieerde onderwijs opgeteld.”

2° in § 6, worden de woorden “en 4^{ter}/1” ingevoegd na de woorden “4^{ter}”.

Art. 153. In artikel 4 § 2^{ter}, tweede lid van hetzelfde besluit, worden de woorden “en 4^{ter}/1 “ ingevoegd na de woorden “4^{ter}”.

HOOFDSTUK X. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie*

Art. 154. In artikel 91/5, § 4, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals ingevoegd bij het decreet van 20 juni 2013 houdende diverse maatregelen betreffende het onderwijs voor sociale promotie waarbij de sturingsorganen ervan worden bepaald en waarbij e-learning in haar onderwijsaanbod geïntegreerd wordt, worden de woorden “In afwijking van artikel 91^{quinquies}, § 2, tweede lid,” vervangen door de woorden “In afwijking van artikel 91/4, § 2, tweede lid”.

HOOFDSTUK XI. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs*

Art. 155. Paragraaf 3 van artikel 34^{quater} van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs wordt aangevuld met de volgende leden :

“De inrichtende machten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs moeten de zonale aanstellingscommissies, voor uiterlijk 15 maart, de lijst van de vacante betrekkingen die op 1 februari van het lopende schooljaar wordt vastgesteld, meedelen.

De affectatie van een personeelslid dat de voorrang geniet die wordt toegekend bij artikel 29^{quater}, 2° die gedurende een schooljaar wordt verricht, wordt automatisch verlengd in het volgende schooljaar binnen de inrichting waar de affectatie plaatsvond.

Ze houdt echter op uitwerking te hebben zodra :

1° de inrichtende macht de definitief vacant geworden betrekking kan toekennen aan een tijdelijk personeelslid dat 2160 dagen dienstanciënniteit bij de inrichtende macht telt;

2° de zonale aanstellingscommissie, vóór 15 april en op gezamenlijke aanvraag van de inrichtende macht en het personeelslid, een einde zal hebben gemaakt aan de affectatie, volgens de door de centrale paritaire commissie vast te stellen regels;

3° de zonale aanstellingscommissie, vóór 15 april en op aanvraag van het personeelslid, een einde zal hebben gemaakt aan de affectatie, volgens de door de centrale paritaire commissie vast te stellen regels;

4° de zonale aanstellingscommissie, vóór 15 april en op aanvraag van de inrichtende macht, een einde zal hebben gemaakt aan de affectatie, volgens de door de centrale paritaire commissie vast te stellen regels, bij niet-naleving van de artikelen 14 en 21 van dit decreet;

5° het personeelslid dat de voormelde voorrang geniet, de voorwaarden vervult om in aanmerking te komen voor een nieuwe aanwerving in vast verband in zijn nieuwe ambt, terwijl het geen gebruik maakt van de mogelijkheid om een positief antwoord te geven op een aanbieding van aanwerving in vast verband door de inrichtende macht waar het werd geaffecteerd.”.

HOOFDSTUK XII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs*

Art. 156. In artikel 6, § 1, 1^{ste} lid, van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, wordt een 7° ingevoegd, luidend als volgt :

“of

7° wordt uitgeoefend binnen een door de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichting”.

Art. 157. Artikel 7, eerste lid, van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, wordt vervangen als volgt :

“De verloven wegens opdracht voor personeelsleden, vervangen door gesubsidieerde contractuelen of personen aangeworven in het kader van de steunmaatregelen voor bevordering van de tewerkstelling, zijn niet begrepen in het totaal aantal bedoeld in de art. 5, § 2, en 6, § 4. Het aantal per net mag niet hoger zijn dan een door de Regering bepaald percentage van het aantal gesubsidieerde contractuelen of personen aangeworven in het kader van de steunmaatregelen voor bevordering van de tewerkstelling, aan het net toegekend.”.

Art. 158. In artikel 14 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, wordt een lid ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid, luidend als volgt :

“In dat geval, in afwijking van artikel 5, § 1, tweede lid, 1° tot 5°, kan dat verlof worden uitgeoefend bij een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichting.

De opdracht van het in dit lid bedoelde personeelslid moet gezamenlijk door de inrichtende macht en het personeelslid worden goedgekeurd en moet aan de gezondheidstoestand van het personeelslid worden aangepast. De opdracht moet trouwens passen in het kader van het inrichtingsproject en een werkelijke meerwaarde zijn voor dat project.

In afwijking van artikel 9, kan het verlof wegens opdracht toegekend aan het in dit artikel bedoelde personeelslid alleen voor een maximumperiode van één jaar, hernieuwbaar per periode van hoogstens één jaar, worden toegekend. De hernieuwing wordt onderworpen aan een nieuw advies van de instelling die door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt belast met de controle op de afwezigheid wegens ziekte en aan het gunstig advies van de huisarts van het personeelslid. Als het advies van de huisarts van het personeelslid en het advies van de instelling die door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt belast met de controle op de afwezigheid wegens ziekte verschillend zijn, kan het personeelslid een beroep indienen vóór een deskundig arts zoals bepaald in de artikelen 11 tot 17 van het decreet van 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs.

HOOFDSTUK XIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en beschikbaarheid wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs*

Art. 159. In artikel 1, eerste lid, van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en beschikbaarheid wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs, wordt een punt 10° toegevoegd, luidend als volgt :

“10° het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst”.

Art. 160. In hetzelfde decreet wordt een artikel 17 *bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 17*bis*. De maatregel betreffende de terbeschikkingstelling wegens ziekte eindigt :

1° ofwel door de werkelijke wederopneming van de functies van het personeelslid die door de inrichtende macht of door het inrichtingshoofd behoorlijk wordt vastgesteld;

2° ofwel bij de vaststelling, door de instelling voor medisch toezicht bedoeld bij het decreet van 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs, dat het personeelslid zijn functies weder kan opnemen, wanneer de werkelijke wederopneming niet mogelijk is wegens de zomervakantie.”.

HOOFDSTUK XIV. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap*

Art. 161. In artikel 191, § 1, eerste lid, van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, worden de woorden “Onverminderd de bepalingen van paragraaf 5” geschrapt.

Art. 162. Paragraaf 5 van artikel 191 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK XV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs*

Art. 163. Het eerste lid van § 3 van artikel 61 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs wordt vervangen als volgt :

“§ 3. Een tijdelijke aanstelling in een betrekking van directeur eindigt :

a) in onderlinge overeenstemming;

b) bij beslissing van de inrichtende macht, als gevolg van de procedure bedoeld in § 4 van dit artikel voor het personeelslid dat tijdelijk aangesteld is in een ambt van directeur;

c) of bij toepassing van artikel 22, eerste lid, van het voormelde decreet van 6 juni 1994.”.

HOOFDSTUK XVI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs*

Art. 164. In artikel 45, 6°, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, worden de woorden “een ambt met volledige dienstprestaties of in verschillende ambten met onvolledige dienstprestaties die volledige prestaties in het onderwijs dekken” vervangen door de woorden “een ambt met ten minste een halve opdracht of in verschillende ambten met onvolledige prestaties die prestaties met ten minste een halve opdracht dekken”.

Art. 165. In hetzelfde decreet wordt een artikel 96 *bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 96*bis*. Vanaf 1 januari 2009, voor elk personeelslid dat in actieve dienst is, dat ten minste 57 jaar oud is en dat het maximumbedrag van zijn weddeschaal geniet, wordt de waarde van dat maximum vermeerderd met de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal.

Vanaf 1 januari 2009, voor elk personeelslid dat in actieve dienst is, dat ten minste 58 jaar oud is en dat het maximumbedrag van zijn weddeschaal geniet, wordt de waarde van dat maximum vermeerderd met het dubbele van de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal.”.

Art. 166. In het eerste lid van artikel 150 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 3° wordt aangevuld als volgt :

“In voorkomend geval, kan de post toegekend in het kader van de gewestelijke overeenkomsten met toepassing van de bepalingen van artikel 7 van het voormelde decreet van 24 juni 1996, de aanwerving van een personeelslid toelaten in een ander ambt dan dat van het personeelslid dat met verlof wegens opdracht wordt gesteld krachtens het voormelde artikel 7. In dat geval kunnen lestijden van het totaal aantal lestijden/leerkracht geheel of gedeeltelijk worden bestemd voor de vervanging van het personeelslid dat met verlof wegens opdracht is. Ze kunnen geen aanleiding geven tot een benoeming of aanwerving in vast verband.”.

2° 5° wordt aangevuld als volgt :

“Wanneer lestijden van het totaal aantal lestijden/leerkracht bedoeld in dit punt worden toegekend in het kader van gedeeltelijke opdrachten aan een personeelslid dat in vast verband wordt benoemd of aangeworven, kunnen de lestijden van het totaal aantal lestijden/leerkracht die de vervanging van deze in zijn oorspronkelijke ambt toelaten geen aanleiding geven tot een benoeming of aanwerving in vast verband.”.

HOOFDSTUK XVII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving*

Art. 167. Het derde lid van artikel 14 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, wordt aangevuld als volgt :

“Het personeelslid dat het voorstel tot wijziging van affectatie weigert, terwijl het voorstel gebaseerd is op de lijst van inrichtingen die het heeft gekozen, verliest zijn voorrang.

Het personeelslid dat de betrekking aanvaardt die door de zonale affectatiecommissie wordt voorgesteld, deelt dit bij aangetekend schrijven mee aan de inrichtende macht waar het geaffecteerd is, met een afschrift aan de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie, binnen 5 werkdagen na de ontvangst van het voorstel tot betrekking dat door de zonale aanstellingscommissie wordt voorgelegd. Als het personeelslid geen antwoord binnen die termijn geeft, wordt het geacht de voorgestelde betrekking te weigeren.”.

TITEL XIV. — *Inwerkingtreding*

Art. 168. De artikelen 9 tot 17 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2013.
 De artikelen 71 en 72 alsook 104 tot 130 van dit decreet treden in werking op 1 september 2014.
 Artikel 103 van dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 september 2002.
 De artikelen 131 tot 139 hebben uitwerking met ingang van 1 december 2009.
 Artikel 157 heeft uitwerking met ingang van 1 september 2009.
 Artikel 154 heeft uitwerking met ingang van 2 augustus 2013.
 Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
 Gegeven te Brussel, 11 april 2014.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
 R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
 J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
 A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
 J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
 Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
 Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
 M.-M. SCHYNS

—
 Nota

(1) *Zitting 2013 – 2014.*
Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 646-1. - Verslag, nr. 646-2.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. - Vergadering van 10 april 2014.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203749]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions de la deuxième partie, Livre 5, Titre 7, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code décretaal wallon de l'Action sociale et de la Santé, deuxième partie, Livre IV, article 283;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, deuxième partie, Livre 5, Titre 7, Chapitres 1^{er}, 3 et 4;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'AWIPH, donné le 26 septembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 mai 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mai 2014;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant qu'une modification réglementaire est immédiatement nécessaire pour permettre que, dès le premier janvier 2014, le contrôle de l'utilisation des subventions pour les services d'aide en milieu de vie se réalise sur une période de trois ans au lieu d'un an;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 476 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé est complété par le 9^o rédigé comme suit :

« 9^o Entité liée : l'entité liée à une association est l'entité telle que définie au deuxième alinéa de l'article 19, § 1^{er}, 4^o, de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations. ».